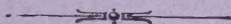


UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

LA PROTECTION LÉGALE

DE LA VITICULTURE

ET LA CRISE VITICOLE



Thèse présentée pour le doctorat ès sciences juridiques

PAR

FRÉDÉRIC ATGER

Licencié ès lettres

Docteur ès sciences politiques et économiques

Lauréat de la Faculté de Droit

(PRIX DE THÈSE)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GROLIER, ALFRED DUPUY Succ^r

7, Boulevard du Peyrou, 7

1907

LA PROTECTION LÉGALE DE LA VITICULTURE

ET

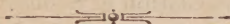
LA CRISE VITICOLE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

LA PROTECTION LÉGALE

DE LA VITICULTURE

ET LA CRISE VITICOLE



Thèse présentée pour le doctorat ès sciences juridiques

PAR

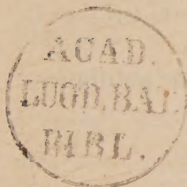
FRÉDÉRIC ATGER

Licencié ès lettres

Docteur ès sciences politiques et économiques

Lauréat de la Faculté de Droit

(PRIX DE THÈSE)



MONTPELLIER

IMPRIMERIE GROILLIER, ALFRED DUPUY Succ^r

7, Boulevard du Peyrou, 7

—
1907

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSE, professeur de Droit romain.

MEYNIAL, professeur d'Histoire du Droit.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

ROCHETTE, secrétaire.

LAURENS, professeur honoraire.

MEMBRES DU JURY

MM. CHARMONT, *Président*.

RIST,

CHAUSSE,

} *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

La viticulture est une des branches les plus importantes de notre agriculture nationale. Certes, avec ses 1.700.000 hectares, elle le cède de beaucoup pour la superficie aux autres cultures : céréales, 15 millions d'hectares ; pacages et paissances 11 millions environ ; forêts, 9.500.000 ; les cultures maraîchères et alimentaires les dépassent légèrement avec 2 millions, et il n'y a guère que les cultures industrielles avec 500.000 hectares qui lui disputent la dernière place ; si l'on tient compte du capital que représente le sol affecté à la culture, soit à raison de 2.000 francs par hectare 100 milliards environ, la viticulture ne rentrerait que pour 3 milliards et demi, à peine 3,5‰, dans la valeur du capital foncier global.

Mais il faut tenir compte de la valeur exceptionnelle du terrain sur lequel se développe la viticulture : c'est un sol riche et fécond que l'on s'est disputé autrefois à des prix de 5 et 6.000 francs l'hectare — parfois 20.000 francs — et ce prix est encore plus

considérable pour le sol des grands crus. Il faut donc doubler notre évaluation primitive : ce n'est plus sur 3 milliards et demi environ qu'il faut compter, mais sur 7 milliards si l'on veut exprimer par des chiffres nécessairement inexacts et grossiers la valeur du sol affecté à la viticulture. — Sol affecté à la viticulture et non vignoble, car le sol ne représente qu'une minime partie de la valeur d'une exploitation agricole.

On estime à 8 milliards de francs le capital mobilier investi dans la viticulture française, soit 1/10 du capital foncier. La proportion est bien plus considérable dans la viticulture. La viticulture, beaucoup plus qu'aucune autre industrie agricole, absorbe et consomme des capitaux (frais considérables de plantation et matériel coûteux). Très souvent, le capital foncier primitif ne représente qu'un tiers de la valeur globale : généralement la moitié. Notre évaluation primitive doit donc être corrigée encore et portée à 15 milliards.

Si l'on se place non plus au point de vue du capital et des richesses endormies que représente le sol, mais du produit des richesses mises en circulation, la viticulture ne le cède qu'aux céréales (4 millions de francs environ) : elle dispute avec environ 1.200 millions de francs le second rang à l'industrie laitière.

Il convient d'ajouter que si l'agriculture nourrit 20 millions de personnes environ, la viticulture fait

vivre sur ce nombre une proportion plus considérable de personnes que les autres branches de l'agriculture. On a pu dire que la viticulture était une industrie colonisatrice; on entend par là qu'elle absorbe et fixe énormément de main-d'œuvre : si l'on estime à 500 francs les frais de main-d'œuvre par hectare, le chiffre des salaires payés par la viticulture s'élève à 1 milliard, le quart environ des salaires payés par toute l'agriculture.

Et ce n'est pas tout ! Si l'on voulait évaluer tous les intérêts que représente la viticulture, il faudrait parler des industries annexes, cuveries, tonnelleries, fabriques de produits viticoles et œnologiques, fabriques de sous-produits (tartres, acide tartrique, etc.), du commerce et des transactions auxquelles donnent lieu les vins ; il faudrait enfin considérer les professions diverses qui vivent de la viticulture, et dans certaines régions où cette culture est l'industrie prédominante, de toutes les industries que font vivre en tant que consommatrices les populations viticoles. En d'autres termes, il faudrait réécrire le fameux pamphlet de Bastiat : « Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas ».

Par la place qu'elle occupe dans la production nationale, on conçoit tout naturellement que la viticulture ait été l'objet de la sollicitude du législateur.

Quand le phylloxéra a paru menacer de tarir cette source si considérable de richesse, on comprend que le législateur soit intervenu en faveur de la viticul-

ture pour empêcher la France de s'appauvrir et de s'amoindrir.

Et d'ailleurs cette intervention du législateur, indépendamment des mobiles d'ordre général qui pouvaient la guider et l'inspirer, cette intervention même était très intéressée.

Le vin est resté pendant longtemps la bête de somme du budget ; c'est au vin et à l'alcool que l'on a demandé jusqu'en 1900 les plus fortes contributions. Ni le blé ni le lait ne paient d'impôt. Le vin, bon an mal an, versait près de 200 millions au Trésor ; le vin payait assez cher les services publics pour que ceux-ci lui vinssent en aide au moment critique.

Sous le coup de l'émotion bien légitime causée par l'invasion phylloxérique, le législateur a cherché à sauver la viticulture menacée de ruine ; il a dégrevé les nouveaux vignobles pendant la période improductive pour aider à la reconstitution ; il a frappé de suspicion les vins factices ; imposé à des tarifs quasi prohibitifs les importations de vins étrangers, puis il a jugulé l'industrie des vins de raisins secs et endigué la fabrication des vins de sucre et même, lorsque tout danger paraissait conjuré, il s'est habitué à considérer la viticulture renaissante comme une convalescente qu'il faut traiter avec ménagement et à qui on doit épargner toute émotion et tout heurt. Et c'est ainsi que la législation viticole a pris l'aspect d'une sorte de paternalisme caduc sous l'égide duquel se réfugie la viticulture dès qu'elle rencontre quelque obstacle,

Paternalisme en effet, Paternalisme bien excusable. Quel père, même convaincu de l'excellence du self-help, aurait le cœur de résister aux appels pressants de son enfant aux prises avec les difficultés inévitables de la vie ?

Le législateur français n'a pas eu l'abnégation de ce Wotan germanique qui se résigne, la mort dans l'âme, à laisser s'accomplir les destinées de son fils. Il a abrité sa progéniture de son bouclier et l'a défendue de sa lance. Il est intervenu, et comme il arrive quelquefois, les interventions les plus généreuses ne sont pas toujours les mieux inspirées. L'amour est aveugle, dit-on, aussi ne faut-il pas trop s'étonner qu'il agisse parfois à l'aveuglette.

Les faits eux-mêmes n'allaient pas tarder à parler et à montrer l'inanité de toute cette législation.

Depuis la crise phylloxérique dont on pensait avoir conjuré à coups de lois les funestes effets, une autre crise d'un tout autre ordre, mais d'autant plus grave qu'elle affecte la forme paradoxale d'une famine sur un monceau de richesses, menace d'une ruine effroyable la viticulture française.

Après la disette, la mévente ; tous les yeux se tournent vers les pouvoirs publics. Si des lois avaient pu ressusciter la viticulture, d'autres lois ne l'empêcheraient-elles pas de mourir ?

Ainsi se trahit une confiance naïve et obstinée en une sorte de pouvoir magique dévolu au législateur et qui lui permettrait, au jeu de sa fantaisie, de bou-

lever les lois naturelles. Mais pas plus qu'un sorcier, autre part que dans les légendes, n'a pu insuffler la vie à l'*homunculus* de ses boccas ni découvrir l'élixir d'immortalité destiné à remédier à l'usure des organes, de même aussi le législateur est impuissant devant des réalités qui le dépassent, et sur lesquelles il n'a pas d'emprise. Ses gestes sont populaires quand le hasard amène ou éloigne l'événement souhaité ou redouté. Son pouvoir tient à une illusion favorisée par d'heureuses circonstances. C'est ce qui a eu lieu pour la viticulture.

A côté du développement de la législation viticole, on a assisté à la renaissance de la viticulture et l'on a pris pour une relation de cause à effet ce qui n'était qu'une simple coïncidence. On n'a pas vu que cette prospérité tenait à des causes plus profondes, une organisation économique appropriée aux progrès de la technique et inversement on n'a pas remarqué l'effritement progressif et continu de cette organisation et la disparition du marché au moment où les progrès mêmes de la viticulture auraient demandé son adaptation plus rigoureuse à de nouvelles exigences.

Ni bienfaisante, ni malfaisante, cette législation a été indifférente. Elle n'a pas joué parce que la réalité économique fait craquer les cadres étroits qu'on lui oppose, mais on a eu l'illusion qu'elle avait joué et que son intervention avait été féconde. En sorte que cette législation a eu pour effet de faire détourner les

yeux de l'observation des réalités économiques et de décourager l'action par la confiance trop obstinée en une protection chimérique.

C'est à l'illustration de cette idée qu'est consacré ce travail :

Vérifier l'inefficacité de la législation viticole et démontrer les causes transcendantes de cet échec.

Il s'agit néanmoins de développer en un commentaire exégétique le contenu de cette législation, d'en dégager l'esprit et d'en marquer la portée.

Nous étudierons d'abord le système de la législation viticole jusqu'au seuil de la crise actuelle et nous montrerons comment et pourquoi son action a été indifférente à l'évolution des faits.

Nous étudierons ensuite la législation viticole depuis la crise et nous essayerons de démontrer pourquoi elle est condamnée à l'impuissance et à la stérilité.

PREMIÈRE PARTIE

La protection légale de la viticulture avant la crise actuelle

Si l'on jette un coup d'œil rapide sur les manifestations successives de l'activité du législateur en matière viticole, on est assez fondé à lui reprocher son incohérence qui ressort des changements d'orientation que marquent nettement certaines lois.

En veut-on quelques exemples ?

En 1884, les viticulteurs réclament la faculté de sucrage avec taxe réduite.

En 1897, la vente du vin de sucre de 2^e cuvée est interdite et, dès 1903, un courant très fort se dessine dans le sens d'une prohibition absolue à la fabrication du vin de 2^e cuvée.

En 1900, les viticulteurs étaient résignés à échanger contre la libération fiscale du vin leur privilège de bouilleurs de crus dont la suppression était consommée par la loi du 28 mars 1903 ; dès ce moment,

ils n'ont pas eu de cesse qu'on ne la leur ait restituée (28 février 1906).

On pourrait citer bien d'autres exemples qui relèveraient d'attitudes contradictoires. Est-ce à dire qu'il soit impossible de découvrir une unité directrice dans cette législation et qu'on doive renoncer à y voir autre chose que les manifestations d'une inspiration capricieuse et désordonnée, guidée par les circonstances?

En réalité on peut, sans forcer le texte pour le faire entrer dans le cadre étroit d'un système, considérer les lois viticoles comme des illustrations variées et diverses d'une même idée, la protection de la viticulture.

Cette protection a passé par trois phases :

1° Encouragement direct à la reconstitution de la viticulture (prime déguisée soit sous forme de dégrèvement, soit sous forme de détaxe fiscale ; faveur accordée aux propriétaires qui veulent suppléer à l'insuffisance de leur récolte à l'aide du sucre).

2° Monopole du marché des vins au profit des vins naturels nationaux (tarif protecteur sur les vins étrangers : prohibition de la vente de certains vins factices, limites étroites apportées à la fabrication).

3° Organisation plus tyrannique de ce monopole par la subordination du marché du sucre et de l'alcool aux intérêts viticoles, libération du vin au détriment de l'alcool, suite du sucre, projet de surtaxe des sucres destinés à la vendange ou élévation du droit de consommation, rétablissement du privilège et projet de taxe différentielle.

Les différentes phases de cette protection soulignent les changements d'aspect du problème viticole.

Pendant la période de dépression phylloxérique, on se proposait de ressusciter la viticulture et on l'y aidait par des primes, on la favorisait par la fabrication des vins factices qui permettaient de satisfaire quand même la clientèle et de suppléer à la disette des récoltes.

La renaissance viticole une fois affirmée, on a cru devoir écarter du marché les rivaux de la viticulture, d'où des mesures prohibitives ou protectrices. Enfin la crise actuelle inaugurée en 1900 a contribué à répandre cette idée qu'il fallait élargir le marché des alcools et empêcher tout retour offensif des sucres sur le marché des vins.

Pour le moment, ce qu'il importait de remarquer, c'est la structure du système. La viticulture a usé de deux moyens : l'un pénal, l'autre fiscal.

Par des changements habiles d'interprétation de droit pénal — changements confirmés et enregistrés par des lois spéciales — la viticulture a fait évoluer le droit pénal de la protection du consommateur vers la protection du producteur.

Par un jeu de dispositions fiscales : détaxes ou surtaxes, l'avantage a été donné à la viticulture sur ses rivaux. Primes et dégrèvements, détaxe pour la fabrication du vin de sucre réservée au récoltant ou au propriétaire de vendanges à l'encontre du vin de raisins secs soumis au droit commun et manipulé sur-

tout par des industriels spéciaux ; puis surtaxe fiscale des rivaux : tarifs protecteurs sur les vins étrangers ; imposition des vins de raisins secs d'après leur teneur d'alcool et conformément au tarif des alcools (6 avril 1897) ; contrôle sévère sur les quantités de vins factices produits (vin de sucre). Ainsi s'est constitué le monopole légal du viticulteur sur le marché.

Dès la deuxième phase de son évolution, la viticulture a fait jouer et le procédé pénal et le procédé fiscal.

A la troisième phase, le procédé pénal a abouti à une législation plus sévère sur les fraudes (loi du 18 juillet 1904 sur les acquits fictifs, loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes) ; le procédé fiscal à une discrimination des vins et des alcools, les uns libérés, les autres surtaxés, puis à un régime de faveur au profit des alcools (privilège du bouilleur de cru qui exempte les récoltants de l'exercice imposé aux autres fabricants d'alcool) ; de même, projets d'une réalisation toujours éventuelle de taxe différentielle déchargeant les alcools de vin d'une partie des droits sur les alcools et surtaxant les alcools industriels.

Des restrictions ont été apportées encore à la fabrication des vins de sucre et l'on voudrait aller jusqu'à la surtaxe du sucre et la surveillance fiscale de sa circulation déjà obtenue en partie par la loi du 6 août 1905.

Pour le moment étudions la formation du système depuis la crise phylloxérique jusqu'en 1900.

Dans un second chapitre, nous essayerons d'en déterminer les effets.

CHAPITRE I

La protection légale avant 1900

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, cette protection légale s'est exercée de deux manières : procédé pénal, procédé fiscal. Le procédé pénal met en œuvre les pénalités de l'art. 423 et de la loi du 1^{er} avril 1851. Le procédé fiscal use des pénalités de la loi du 28-29 février 1872 en matière de fraude sur les spiritueux (art. 1) confiscation et amende de 500 à 5.000 francs, et de celles de la loi du 21-24 juin 1873 (confiscation et amende de 200 à 1.000 fr.). En cas de récidive, 500 francs d'amende au minimum (art. 7) pour les infractions relatives aux vins, cidres, poirés et hydromels. Nous allons étudier successivement chacun de ces deux procédés.

Le procédé pénal a subi trois modifications : 1^o système du Code pénal, art. 423, 318 et 475 ; 2^o système de la loi du 27 mars-1^{er} avril 1851, rendue applicable aux boissons par la loi du 5-9 mai 1855 ; 3^o système des lois du 4 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet

1894, qui appliquent les pénalités de la loi du 27 mars-1^{er} avril 1851.

I. — Le Code pénal punit la tromperie et la falsification.

La tromperie consiste dans le fait d'*induire en erreur* l'acheteur sur la nature ou la quantité de la marchandise. La falsification consiste à *altérer* la nature ou la quantité de cette même marchandise. La tromperie est un délit puni par l'article 423 du Code pénal d'un emprisonnement de 3 mois à un an, et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être inférieure à 150 francs. Le tout sans préjudice de confiscation.

Quant à la falsification, c'est un délit s'il s'agit de substances nuisibles (318), et une contravention s'il s'agit de substances inoffensives (425).

Dans le premier cas, l'infraction est punie d'un emprisonnement de 6 jours à 2 ans et d'une amende de 16 à 500 francs. Dans le second, d'une amende de 6 à 10 francs, sans préjudice de la confiscation dans les deux cas.

Mais, pour être rigoureusement exact, ce n'est pas la falsification — c'est la mise en vente des substances falsifiées que frappe le Code pénal. Dans le cas de tromperie, il s'agit d'un *délit subjectif* où l'on tient compte de l'intention. Dans le cas de falsification, il s'agit d'un *délit objectif* où l'on tient compte uniquement d'un fait. On ne réprime cette

intention et on ne punit ce fait que lorsque ils sont nuisibles au consommateur. Cette intention ou ce fait ne sont saisissables que dans la vente, c'est pourquoi le Code pénal parle uniquement de l'acheteur. *Le système du Code pénal est donc un système de protection du consommateur.*

II. — La loi du 27 mars 1851, sur les substances alimentaires et médicamenteuses rendue applicable aux boissons par la loi du 5 mai 1855 reprend les dispositions du Code pénal, les complète, les aggrave et leur imprime une nouvelle orientation.

L'article 1^{er} frappe de peines portées par l'art. 423 du Code pénal :

1° Ceux qui falsifieront des substances ou des denrées alimentaires ;

2° Ceux qui vendront ou mettront en vente des denrées ou substances alimentaires falsifiées ;

3° Ceux qui auraient trompé ou tenté de tromper sur la quantité.

A ce délit il faut ajouter la détention en pleine connaissance de cause de substances falsifiées nuisibles.

La falsification nuisible est punie de 2 mois à 2 ans d'emprisonnement et d'une amende de 50 à 500 francs (art. 3). La détention injustifiable de substances nuisibles est punie de 50 francs d'amende et de 15 jours d'emprisonnement (art. 3). La loi de 1851 atteint donc la fabrication et la détention des

substances falsifiées qui échappaient au Code pénal. Elle contient en outre une aggravation des dispositions générales du Code pénal en matière de récidive et une innovation qu'il importe de signaler : La falsification nuisible est *punissable même si elle est connue de l'acheteur ou du consommateur* (art. 2). La loi défend le consommateur malgré lui. Nous ne sommes plus en présence d'un système de protection de consommateur, mais d'un contrôle de la production en vue de l'intérêt général.

III. — Les lois du 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, semblent comme autant d'applications de ce système aux cas nouveaux posés par l'évolution de la viticulture ; en réalité, il s'agit d'un système nouveau. Indiquons l'objet de ces différentes lois, nous en mentionnerons ensuite l'esprit.

La loi du 14 août 1889 donne une définition restrictive du vin, dont elle réserve le bénéfice au seul produit de la fermentation des raisins frais (art. 1). Les vins de sucres et de raisins secs deviennent de ce chef non plus des espèces d'un même genre de boisson, le vin, mais de simples succédanés du vin.

L'usage de la dénomination de vin pour désigner ces produits ou le mélange de ces produits avec le vin naturel constitue une usurpation (art. 2).

La loi de 1889 institue un système de mesures destinées à prévenir cette usurpation. Les vins de sucre ou de raisins secs ne pourront circuler que sous la

mention spéciale de vin de sucre, vin de raisins secs, leurs titres de mouvements se différencieront par une couleur différente des titres de mouvements des vins naturels, enfin les barriques et récipients devront porter en lettres apparentes la mention de la vraie nature du produit (art. 3 et 4). En cas de contravention, les délinquants seront punis de 25 à 500 francs d'amende et de 10 jours à 3 mois d'emprisonnement.

La loi du 10 juillet 1891 complète la loi de 1889. La loi de 1889 n'avait pas visé le vin de marc, c'est-à-dire la fermentation de marc avec de l'eau, et la piquette ou infusion de marc et d'eau. Le vin de marc et la piquette sont exclus du bénéfice de la dénomination de vin et sont soumis par la loi de 1891 aux prescriptions de l'article 2 de la loi de 1889 pour la circulation.

La loi de 1891 organise la suspicion à l'égard des vins factices. Dans l'intervalle de 1889 à 1891, deux décrets, l'un du 19 août 1889 instituant des titres de mouvement de couleur différente pour les vins naturels (blancs) et pour les vins factices (orange pour le vin de sucre, vert pour le vin de raisins secs), l'autre du 7-8 octobre 1890 imposant aux propriétaires des fabriques de vins de raisins secs l'obligation d'apposer à l'extérieur du bâtiment principal une inscription portant en caractères apparents : « Fabrique de vin de raisins secs » ; d'entreposer ces vins factices en des locaux spéciaux, de régler les opérations dans des

comptabilités spéciales, avaient été édictées en vue du contrôle. La loi de 1891 autorise la communication à tout requérant des pièces de régie conservées à la direction des contributions indirectes relatives à la fabrication ou à la circulation des vins factices. On peut savoir ainsi qui le fabrique et où il s'expédie, ce que l'on en fabrique et ce que l'on en expédie. La délation est mise à la portée de tout le monde moyennant un droit de recherche de 0 fr. 50. (art. 2).

Enfin et surtout la loi de 1891 prévoit les différentes falsifications des vins.

L'article 7 de la loi de 1889 faisait rentrer dans les cadres de l'article 1 et 2 de la loi de 1855 l'addition au vin, de figues, caroubes, fleurs de monna, clochettes, riz, orge ; la loi de 1891 prohibe toute addition :

1° De colorants, même inoffensifs (art. 2).

2° De certains acides : sulfurique, chlorydrique, nitrique, salicylique, borique.

3° Tout salage ou plâtrage des vins aux doses de 1 gramme de sel et 2 grammes de plâtre par hectolitre de vin (art. 2).

Les vins plâtrés peuvent toutefois être mis en circulation, même lorsqu'ils contiennent une quantité de plâtre supérieure à 2 grammes. On peut, par des coupages, les ramener à la proportion légale, mais à condition que les récipients portent la mention vin plâtré (art. 3).

Les pénalités sont sensiblement les mêmes que

celles de la loi de 1851 : emprisonnement de 6 jours à 3 mois et amende de 16 à 500 francs (art. 3).

Enfin, la loi du 24 juillet 1894 punit des mêmes peines portées à l'article 1 de la loi de 1851 (art. 2) le mouillage et le vinage ou addition d'alcool au vin (cette addition permettant de le dédoubler) (art. 1 et 2).

Ces pénalités seront applicables même si le mouillage est connu de l'acheteur (art. 1). C'est l'aggravation du principe posé par la loi de 1851 ; mais ici il s'agit non pas seulement d'une falsification nuisible, mais d'une falsification inoffensive.

Il faut ajouter à ces mesures la prohibition de la fabrication et de la circulation en vue de la vente des vins de sucre de deuxième cuvée et des vins de marcs, prohibition édictée par la loi du 6 avril 1897 (art. 3).

A dire vrai, cette loi — par la sanction qu'elle édicte (amende de 500 à 5.000 francs, pénalité de la loi du 28 janvier 1872 qui prévoit l'infraction en matière de fiscalité relative aux spiritueux) est plutôt une loi fiscale qu'une loi pénale proprement dite.

Cependant, le législateur n'a pas hésité à lui reconnaître un caractère pénal. La loi du 1^{er} août 1905 relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles considère comme étant en état de récidive légale quiconque aura été condamné par la présente loi ou par l'application des lois sur

la fraude des vins (loi du 6 avril 1897). Malgré le caractère fiscal de la sanction prévue, la loi du 6 avril 1897, envisagée à ce point de vue prohibitif, présente un caractère pénal.

Ces lois spéciales étaient-elles nécessaires et les lois du 27 mars-1^{er} avril 1851, 5-9 mai 1855 étaient-elles insuffisantes pour atteindre la plupart des fraudes pratiquées sur les vins ?

Il suffit de feuilleter le répertoire de la jurisprudence pour se convaincre du contraire. Mouillage : arrêt de la chambre criminelle et de la Cour de cassation 19 février 1818, 1^{er} mai 1828, 17 septembre 1846, 12 juillet 1855, 20 mai 1855, 12 février 1891 ; vinage destiné à remonter de mauvais vins : chambre crim. 13 décembre 1861 ; coupage avec de mauvais vins : 24 juillet 1863 ; coupage avec des piquettes : chambre crim. du 25 juin 1880 ; emploi frauduleux de colorants : Nancy, 10 janvier 1877 ; Nîmes, 11 mai 1877 ; Dijon, 13 mars 1878 ; on pourrait en citer bien d'autres ; il existe même un arrêt fameux de la chambre crim. du 23 mars 1878 (affaire Brette) qui établit une différence entre le vin naturel tel qu'il est défini par un décret du 21 décembre 1841 (art. 17) et le vin de raisins secs.

Toute la législation postérieure à la loi du 5-9 mai 1855 apparaît donc comme parfaitement inutile.

En réalité, on a visé à assurer le monopole du marché des vins au seul viticulteur et l'on a poursuivi la suppression de la concurrence des succédanés

même inoffensifs, parce qu'ils portaient ombrage aux producteurs de vins naturels. On ne saurait en effet considérer comme des produits nocifs le vin mouillé ou alcoolisé, la piquette, le vin de marc, le vin de sucre ou de raisins secs. Et qu'on ne dise pas que la loi n'est intervenue que pour protéger l'acheteur ignorant contre la tromperie du marchand.

La loi de 1894 punit le mouillage, même s'il est connu de l'acheteur, et la loi de 1897, dont les dispositions rappellent les règlements de Colbert proscrivant telle catégorie d'étoffe, interdit la fabrication et la circulation en vue de la vente — même avec le placard qui révèle la tare de leur origine — des vins de marcs ou des vins de sucre : les consommateurs sont contraints par la loi à n'acheter que le vin de raisins frais !

L'aboutissant de ce système c'est la protection déguisée des intérêts viticoles au nom de l'hygiène publique et de la moralité du marché.

Au surplus, cette protection s'effectue de manière beaucoup plus efficace par le jeu des lois fiscales ¹ qui frappent de surtaxes ou d'entraves les industries rivales et défendent la production nationale à la fois

¹ M. Turrel disait, lors de la discussion de la loi du 15 novembre 1894 à la Chambre : « On ne peut défendre le vin naturel contre le vin artificiel que par des moyens fiscaux. Il faut que la fraude coûte si cher aux fraudeurs que ceux-ci n'aient plus la tentation d'y recourir »,

contre la concurrence étrangère des vins italiens ou espagnols, et contre la concurrence intérieure des vins de raisins secs ou de sucre.

Comment s'est développé le système de protection fiscale ?

Ce n'est pas le lieu de faire ici l'historique de la viticulture française. Aussi bien, après le travail si consciencieux et si documenté de M. Augé Laribé, cet historique n'est plus à faire¹. Il nous suffira simplement d'en rappeler les principaux traits et au fur et à mesure de souligner au passage les mesures légales auxquelles a donné lieu cette évolution.

Avant le phylloxéra — et par cette désignation nous entendons la période qui s'étend de 1860 à 1875 — la viticulture était riche et florissante.

Elle avait bien éprouvé, en 1850, un moment de cruelle angoisse : l'oïdium, sorte de cryptogame qui s'attaque aux raisins et en arrête le développement, importé d'Amérique et observé pour la première fois dans les serres anglaises en 1845, était arrivé à réduire la production française presque à 10 millions d'hectolitres en 1854. Mais, dès 1852, H. Marès avait trouvé le remède qui consistait à répandre de la fleur de soufre sur le raisin attaqué. Ce mauvais

¹ Augé Laribé. Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France, Paris, Giard et Brière, 1907,

rêve conjuré, la viticulture avait continué son expansion.

Le vignoble français s'étendit de 2.285.000 hectares en 1860 à 2.446.000 hectares en 1875. La création d'un réseau de voies ferrées agrandit le marché et créa des débouchés aux 55 millions d'hectolitres — chiffre de la récolte moyenne de 1860 à 1875 que produisait la viticulture. C'est l'âge d'or de la viticulture ; on se dispute la terre nourricière et féconde et l'on vide le bas de laine, avec l'espoir de le remplir l'année suivante avec le produit des terrains achetés. Le prix de la terre ne cesse d'augmenter ; on voit certaines parcelles s'adjuger à des prix fabuleux de 20.000 francs l'hectare. Dès lors des habitudes de bien-être et de confort s'introduisent chez les populations viticoles, jusque là simples et rudes. C'est une période de folles dépenses. Aussi, le viticulteur enrichi ne demandait rien à l'État et ne jalousait personne. Il n'aurait eu que faire d'un régime d'exception et de faveur ; il laissait toute latitude à ses rivaux étrangers de le concurrencer sur son propre marché, assuré de pouvoir lutter victorieusement sur son sol contre les vins d'Espagne et d'Italie. Il était libre-échangiste parce qu'exportateur. Ses exportations dépassaient 3 millions d'hectolitres ; aussi les droits de douane, loin d'être prohibitifs, étaient-ils marqués au coin du libéralisme le plus large et le plus tolérant (30 centimes par hectolitre de 1854 à 1878).

Ce que le viticulteur aurait pu souhaiter, c'est l'allègement des droit fiscaux, droit de circulation, droit d'entrée, droit de détail, droit d'octroi. Mais peut-être était-on tout à l'ivresse de l'expansion viticole facilitée par l'amélioration des tarifs de transports qui avaient, dans certains cas, abaissé au dixième, grâce au chemin de fer, le prix payé primitivement au roulier. Peut-être aussi le viticulteur sentait-il confusément qu'un remaniement de ces droits fiscaux entraînerait la perte de ses vieilles libertés : droit de viner en franchise, c'est-à-dire de relever le degré de son vin en y ajoutant de l'alcool et sans avoir à payer le droit de circulation sur cet alcool ; privilège du bouilleur de cru, c'est-à-dire exonération contrairement à ce qui avait lieu pour les autres fabricants d'alcool de l'exercice de la régie contrôlant les quantités produites, pour s'assurer qu'elles ne sortaient pas en fraude.

Et d'ailleurs le vinage en franchise et le privilège du bouilleur de cru apparaissaient comme des moyens excellents pour faciliter la distillation, cette soupape de sûreté comme on l'a appelée depuis — en temps de surproduction. La distillation était en effet florissante: on a distillé 7.000.000 d'hectolitres en moyenne de 1865 à 1875. On aurait pu craindre que des mesures de surveillance plus étroites ne vinssent la contrarier. On ne demande donc pas des mesures législatives pour assurer aux vins naturels et nationaux le monopole du marché national et on ne réclame

pas la libération de ce marché des entraves fiscales qui l'enserrent de peur de perdre les débouchés traditionnels : l'exportation et la distillation.

Mais survient le phylloxéra. Constaté dès 1863 dans le Gard, ce fléau qui détruit non plus seulement le fruit, comme l'oïdium, mais la plante elle-même se répand avec une rapidité effrayante. En 1887, des 2.446.000 hectares que comportait la viticulture française en 1874, 782.633 hectares de vignes étaient détruits, 600.000 attaqués, soit 1.382.000 hectares atteints. On avait essayé au début de prendre des mesures prophylactiques : dès 1870, le Ministère de l'Agriculture fonde un prix de 20.000 francs en faveur de l'invention du meilleur procédé pour combattre l'insecte. On porte cette somme à 300.000 fr. (loi du 22 juillet 1884) ; la commission supérieure du phylloxéra ne reçoit aucune réponse satisfaisante. Une loi du 15 juillet 1878, un décret du 26 décembre 1878 interdisent le transport hors des régions contaminées des plants, des sarments, échelas et composts et prévoient, pour les territoires jusque-là exonérés, la destruction avec indemnité des vignes attaquées. La loi du 2 août 1879 accorde au ministre le droit d'ordonner dans ces localités le traitement des vignes malades ; si les autorités locales accordent une subvention aux propriétaires pour les défrayer des charges du traitement, l'Etat double cette subvention. Ces mesures sanitaires sont complétées par la loi du 24 décembre 1888.

Le remède fut long à trouver. Sans doute, on avait découvert des solutions locales satisfaisantes. M. Bayle, en 1873, avait constaté la résistance de la vigne au phylloxéra dans les terrains sablonneux et avait pu créer des vignobles dans les environs d'Aigues-Mortes ; à la Tour d'Alain, près d'Arles, on avait pu conjurer les attaques du phylloxéra en submergeant pendant l'hiver les vignes atteintes et en asphyxiant ainsi l'insecte. Mais ces solutions n'étaient pas généralisables. En 1872, Thénard préconise le sulfure de carbone comme insecticide et cette méthode coûteuse, quoique défectueuse, ranime l'espérance. Pendant longtemps les viticulteurs des grands crus, persuadés à tort que les vignes américaines ne devaient produire que des vins grossiers, se sont obstinés à user de ce traitement.

Mais le vrai remède a consisté dans la reconstitution des vignobles à l'aide des vignes américaines. On avait remarqué que la vigne américaine, plus vivace que la vigne française, présentait une grande résistance à l'attaque du phylloxéra, mais ses produits ne donnaient qu'un vin d'un goût foxé désagréable ; on eut l'idée de greffer sur le pied américain un greffon français pour concilier la résistance américaine au bouquet français. Les missions de M. Planchon en 1873 et de M. Viala en 1887 fixent la pratique rationnelle. Mais encore que d'insuccès et de tâtonnements !

En 1888, on entre résolument dans la voie des

encouragements financiers. La loi du 1^{er} décembre 1887 et le décret du 2 mai 1888 exonèrent de l'impôt foncier dans les arrondissements déclarés atteints par le phylloxéra les terrains plantés en vignes, jusqu'à ce que celles-ci aient dépassé leur quatrième année. La loi du 3 août 1891 accorde le concours de l'Etat aux départements et communes qui ont voté des subventions pour la reconstitution des vignobles au moyen de cépages résistants.

La loi du 15 décembre 1888 et le décret du 19 février 1890 facilitent la création de syndicats destinés à combattre le phylloxéra par l'emploi des insecticides ou de la submersion.

Mais, en attendant que les vignobles restitués aient récupéré leur production de jadis, il fallait continuer d'approvisionner le marché, afin d'éviter que la consommation nationale ne se détournât du vin pour recourir à un autre produit, bière ou cidre, ou que le consommateur étranger n'allât s'approvisionner chez nos rivaux encore épargnés par le fléau. Or, la production française tombe d'une moyenne de 55 millions 1860 à 1875, à des moyennes de 39 millions de 1876 à 1881, 32 millions de 1881 à 1886, 26 millions de 1886 à 1890. Pour suppléer à cette insuffisance de la production, on eut recours à l'importation et à la fabrication des vins factices.

Le tarif général des douanes, approuvé par la loi du 7 mai 1881, fixe un droit d'entrée minimum de 2 francs et un droit d'entrée maximum de 4 fr. 50

pour les vins étrangers jusqu'à 15°9. Ils sont imposés pour le surplus jusqu'à concurrence de 20° au tarif de l'alcool et au tarif de l'alcool pour le tout au-dessus de 20°.

Des traités de commerce successifs accordaient entre autre des tarifs de faveur à l'Italie (3 fr.), 3 septembre 1881 ; à l'Espagne (2 fr.), 3 septembre 1882. L'Espagne et l'Italie ne tardèrent pas à envahir de leurs vins les marchés français. L'importation passe d'une moyenne de 1.420.000 hectolitres en 1876-1880, à 7.844.000 moyenne de 1880 à 1885, et 10.677.000 hectolitres de 1885 à 1890. Restait encore la ressource des vins factices : on y fit appel.

Un viticulteur étranger s'était aperçu que la fermentation des vins de raisins secs avec de l'eau donnait du vin (100 kilogr. de raisins secs donnaient 3 hectolitres d'un vin à 10 degrés environ, l'opération consistant à restituer au raisin sec l'eau qu'il avait perdue par dessiccation). Cette pratique, avec les récoltes déficitaires, se généralisa. L'importation de raisins secs de 100.000 quintaux avant 1877 passe à 775,000 en moyenne de 1879 à 1889. S'il faut en croire la statistique, la fabrication fut la suivante :

1876 à 1888	1.591.000 d'hectolitres moyenne		
1881 à 1885	2.122.000	—	—
1886 à 1899	2.550.000	—	—

Depuis longtemps on connaissait la propriété que possède le sucre dilué d'eau de se convertir en

alcool par fermentation (1.700 grammes de sucre donnent 1 litre d'alcool). Les vigneron bourgeois remontaient couramment le degré de leur vin, les années où la maturité de leur récolte était insuffisante, en ajoutant à la vendange une certaine quantité de sucre. Ce procédé avait pour but, non d'augmenter la quantité du produit, mais seulement de l'améliorer et de le bonifier. Mais il est toujours facile si l'on peut à volonté augmenter le degré du vin, de le ramener à des proportions normales en y ajoutant de l'eau. On avait préconisé ce système en 1854, lors de la crise de l'oïdium. En 1876, on remit le sucrage en question. Mais le sucre était cher et l'impôt sur le sucre en rendait l'emploi dispendieux (73 fr. d'impôt par 100 kilogr.). On préférerait d'ailleurs le vinage en franchise ou alcoolisation du vin.

En 1880, la taxe est abaissée à 40 fr. et la crise sucrière rend le sucre bon marché: dès lors on peut sucrer à plein tarif; mais cette pratique ne se généralise pas encore.

En 1882, à l'occasion des attaques du mildew, une nouvelle maladie cryptogamique qui atteint la végétation et a pour effet d'empêcher la maturation du raisin, une commission nommée par le gouvernement se prononce pour le sucrage.

Or, en 1884, le tarif du sucre est relevé à 50 fr. La loi du 29 juillet 1884 fait bénéficier d'une détaxe les sucres employés au sucrage des vins, cidres et poirés, avant la fermentation et réduit à 20 fr. les

100 kilogr. les droits sur le sucre raffiné. La détaxe n'est accordée que dans les limites de 20 kilogr. par 3 hectolitres de vendanges. Un décret du 22 juillet 1885 étend le bénéfice de la loi aux vins de deuxième cuvée, c'est-à-dire au vin fabriqué avec de l'eau, du marc et du sucre, tandis que, dans l'esprit de la loi, la détaxe ne s'applique qu'au sucre destiné à bonifier les vins, au sucre additionné aux vendanges avant la fermentation et sans addition d'eau. Le décret du 22 juillet 1885 limite la détaxe jusqu'à concurrence de 50 kilogr. par 3 hectolitres de vendanges. La loi du 27 mai 1887, en portant le droit de consommation des sucres à 60 fr., élève aussi à 24 fr. le droit sur le sucre destiné au sucrage des vendanges ; la quotité de cette détaxe est fixée pour jusques au 31 décembre 1887 ; le 31 décembre 1887, elle est prorogée jusqu'au 31 mars 1888 et la loi du 24 juillet 1888 (art. 3), décide que les sucres employés au sucrage des vins continuent à être temporairement perçus conformément au tarif résultant de la loi du 27 mai 1887. Enfin, la loi du 29 décembre 1889 prévoit une taxe de dénaturation de 1 franc par hectolitre, droit de statistique en quelque sorte.

Sous ce régime, la production du vin de sucre de première et deuxième cuvée réunies, passe de 716.700 hectolitres en 1885 à 3.672.952 en 1889.

A partir de 1889, on observe un changement de tactique. Un mouvement d'hostilité se dessine à l'égard des vins étrangers et des vins factices.

La reconstitution du vignoble est assurée et ce n'est plus qu'une question de quelques années; il faut, dès lors, débayer le marché occupé par tous ces intérimaires. Toutes sortes de mesures sournoises ou agressives, prohibitives sont prises à l'égard des vins étrangers et des vins factices.

D'abord les vins étrangers : Dès janvier 1888, le traité franco-italien, à la suite des tarifs italiens du 14 juillet 1887, est dénoncé, à vrai dire, par la faute des remaniements protectionnistes italiens, mais à la grande joie des viticulteurs. Les vins italiens sont imposés d'un droit de 20 francs par hectolitre. Nos tarifs douaniers sont remaniés le 11 janvier 1892. Les vins étrangers paient 0 fr. 70 par degré, tarif minimum, et 1 fr. 20 tarif maximum, jusqu'à 10°9. Au-dessus un droit supplémentaire égal à celui de la consommation de l'alcool soit 1 fr. 56. Cette loi, outre qu'elle relevait les droits de douane de façon à rendre impossible la concurrence étrangère, visait à mettre fin, en imposant le vin d'après son degré alcoolique, à la pratique de l'introduction jusqu'à concurrence de 15°9 des vins vinés en franchise dans leur pays d'origine et dédoublés dans les centres de consommation, en France. Le nouveau tarif est accusé de faciliter l'introduction des vins mouillés (les vins de faibles degrés étant l'objet de taxes plus faibles); le tarif de 1898 taxe les vins non plus au degré mais au volume, 12 et 25 francs par hectolitre jusqu'à 14°9; au-dessus de 12 degrés et jusqu'à 15, la taxe de

l'alcool pur pour ce degré supplémentaire ; au-dessus de 15° la taxe de l'alcool sur tout l'alcool contenu dans le vin. Aussi les importations des vins étrangers tombèrent pour l'Espagne de 9.137.000 hectolitres en 1890, à 640.000 hectolitres en 1900 ; pour l'Italie de 334.464 en 1892 à 85.000 en 1900 ; de 12.280.000 en 1891, pour l'ensemble des importations, à 5.212.000 en 1900.

Il faut ajouter que l'amendement Piou du 8 février 1889, en prohibant tout mélange de vins français et de vins étrangers, atteignait les vins de coupage étrangers dont le mélange servait à préparer les vins de cargaison dans les entrepôts des ports d'exportation.

Après les vins étrangers, les vins factices.

Dès 1889 les hostilités sont déclarées à l'égard des vins factices.

La loi du 27 juillet 1889 soumet à l'exercice les fabricants de vins de raisins secs, alors que les producteurs de vins naturels ne sont pas assujettis ; on a vu le caractère de suspicion de la loi du 14 août 1889 à l'égard des vins factices qui sont obligés de révéler à tous la tare de leur origine.

En 1890, on entre en campagne contre les vins de raisins secs.

La loi du 26 juillet 1890 distingue entre la fabrication en vue de la vente et la fabrication en vue de la consommation familiale.

La fabrication familiale n'est pas inquiétée, mais

la fabrication industrielle est soumise à un régime d'exception. Le fabricant est assimilé à un négociant. Il paie une licence : les raisins secs destinés à la fabrication industrielle ne peuvent circuler qu'avec des acquits garantissant le paiement du droit de fabrication.

Un droit de fabrication est imposé comme suit : 0 fr. 40 par degré hectolitre jusqu'à 10 degrés, et 0 fr. 60 de 10 à 15 degrés. La quantité imposable ne sera pas inférieure à 25 fr. par 100 kilogr. Un décret du 7-8 octobre 1890 réglemente l'opération et aggrave encore le nouveau régime ; apposition en grosses lettres sur l'édifice principal de l'enseigne : « Fabrique de vin de raisins secs », institution de locaux distincts et comptes séparés, déclaration préliminaire avant toute opération, contrôle permanent de la Régie à l'aide d'un poste de surveillance de l'usine.

En 1891, nouvelles mesures. Seront considérés comme factices les mélanges de vins naturels et de vins factices. Les vins factices seront suivis de titres de mouvements de couleur différente de celle des titres de mouvements des vins naturels ; enfin, tout requérant pourra, à la direction des contributions indirectes, obtenir communication des pièces de régie, conservées pendant trois ans, auxquels auront pu donner lieu la fabrication et la circulation des vins factices (loi du 11 juillet 1891).

La loi du 11 juillet 1892 réduit à 1 franc par hectolitre le nouveau droit sur les vins.

Mais la même loi modifie le tarif douanier et élève de 6 à 15 francs les 100 kilogrammes au tarif minimum et 25 francs tarif maximum les vins de raisins secs.

En 1894 (15 novembre) sur la proposition de M. Turrel, on établit une taxe de 15 francs sur les raisins destinés à l'alimentation, et 25 francs au tarif minimum, 40 francs au tarif maximum sur les raisins secs à boisson.

La loi de 1897 couronne encore l'édifice ; elle est à peu près prohibitive. Les raisins secs à boisson sont en outre exclus du régime fiscal des vins et soumis aux droits et régime de l'alcool (droit de consommation). Les raisins secs à boisson sont imposés à raison de 30 litres d'alcool pur par 100 kilogr. s'ils sont à destination du fabricant et de 6 fr. s'il sont à destination de la consommation familiale.

Ainsi, avec le nouveau régime, les vins de raisins secs acquittent :

1° Les droits de douane sur la matière première

$$\frac{25 \text{ ou } 40 \text{ fr.}}{3} = 8 \text{ fr. } 70 \text{ ou } 13 \text{ fr. } 30.$$

2° Droit de fabrication de 1 franc par hectolitre ;

3° Droit de $\frac{30 \text{ litres d'alcool}}{3} = \text{soit } 15 \text{ fr. } 60^1$

¹ Ce droit est de 22 fr. 20 par suite du relèvement du droit de consommation sur l'alcool en 1900.

(alcool 1 fr. 56 l'hect.) soit 25 fr. 30 ou 29 fr. 60 qu'ils sont soumis au tarif minimum ou maximum.

Autant dire que la concurrence des vins de raisins secs est impossible.

Ainsi sont éliminés peu à peu les vins factices.

Les vins de raisins secs tombent de 3.178.000 en 1890 à 107.000 hectolitres en 1900.

La viticulture apparaît délivrée de ses maux.

En même temps le vin national commence à affluer : En 1893, on enregistre une récolte de grosse production, de surproduction même par rapport aux années précédentes, 50 millions d'hectol. contre 29 en 1892 et 30 en 1891. Progressivement, les récoltes augmentent de 1890 à 1900 ; la moyenne s'élève à 36 millions d'hectolitres.

Le système était à son apogée et paraissait avoir assuré de façon définitive la prospérité de la viticulture : on était à la veille d'une crise.

CHAPITRE II

Des effets de la protection légale

Après avoir exposé l'évolution de la politique viticole jusqu'au seuil de la crise, il convient d'en apprécier les effets.

De quel point de vue partir ? De l'intérêt général, de l'intérêt des consommateurs ou de l'intérêt des producteurs ?

Nous n'avons pas l'intention de poursuivre l'incidence de cette législation viticole sur tous les domaines de l'économie nationale ; pareille recherche serait pleine d'incertitude. Ce que nous nous proposons surtout, c'est de déterminer les effets de cette protection sur la viticulture. A-t-elle contribué à sa prospérité ? L'a-t-elle conduite à sa ruine ? C'est donc du point de vue du producteur que nous voulons essayer de la juger.

Sur ce terrain, l'accord est loin d'être conclu entre partisans et adversaires de cette législation protectrice. On pourrait imaginer un dialogue où le protectionniste et le libéral échangeaient leurs vues et leurs opinions.

Le protectionniste : Il est incontestable que la sollicitude des pouvoirs publics a contribué au relèvement de la viticulture épuisée par la crise phylloxérique. En dégrevant les planteurs de nouveaux vignobles pendant toute la durée inproductive des débuts, on a permis aux vignerons de reconstituer cette importante branche de la viticulture nationale. En 1887, 782.632 hectares de vignes étaient détruites, 600.000 attaqués, soit : 1.302.000 hectares condamnées sur 1.944.150 hectares. Le vignoble valide se réduisait à 562.000 hectares ; il est en 1900 de 1.730.000 hectares ; de 1887 à 1900, 110.000 hectares ont été replantés sans préjudice des anciens vignobles auxquels peu à peu on a substitué sans secousse la vigne américaine, ce pionnier de la reconstitution.

En même temps, la production nationale a passé d'une moyenne de 27 millions d'hectolitres de 1884 à 1890 à une moyenne de 40.000.000 d'hectolitres de 1890 à 1900. Si la viticulture a pu produire en toute sécurité, créer chaque année plus d'un milliard de valeurs et accroître ainsi le revenu national, elle le doit d'abord à un régime protecteur bienfaisant qui a fermé la porte aux vins étrangers ; dès que la production a commencé à suffire à l'alimentation du marché, tous ces vins qui déversaient sur le marché plus de 10 millions d'hectolitres et qui menaçaient de submerger la viticulture nationale ont été endigués par de solides droits de douanes. De 9 millions d'hec-

tolitres qu'elle nous expédie en 1890, l'Espagne est tombée à 640.000 en 1900 et l'Italie, de 3.300.000 en 1893 à 20.000 en 1900.

À l'intérieur, la lutte contre les fraudeurs et fabricants de vins factices n'a pas été moins efficace. On produisait plus de 3.000.000 d'hectolitres de vins de raisins secs en 1890 et en 1900 à peine 93.000.

La législation protectrice a donc été efficace, et elle a assuré la prospérité de la viticulture.

Le libéral ne nie pas cette efficacité, il la constate et la déplore. Le système a eu selon lui un double effet fâcheux. Il a d'abord supprimé la concurrence des vins étrangers et des vins factices ; et cette concurrence eût été bienfaisante pour empêcher la formation des cours de monopole que l'on relève jusqu'au seuil de la crise. En tempérant les prix, la concurrence aurait permis, d'une part d'étendre le marché national par suite de l'abaissement des prix, ce qui aurait provoqué un accroissement de la consommation ; d'autre part de modérer la production qui, n'étant pas incitée par des cours de monopole à se dépasser sans cesse, serait restée dans de justes limites. Sous le régime de la concurrence, en effet, les cours se seraient maintenus à un niveau raisonnable ; pas trop haut, car la concurrence les aurait fait baisser ; pas trop bas, car les plantations auraient diminué. Le système protecteur ne s'est pas borné à restreindre fâcheusement la concurrence, il a eu pour effet indirect de faire décroître nos exportations dont

la décadence est d'autant plus grave que nous sommes menacés de surproduction. En effet, nos exportations sont tombées d'une moyenne annuelle de 3.082.000 pour 1870-1880 à une moyenne de 2.458.000 en 1880-1890 et à une moyenne de 1.780.000 de 1890-1900. Le système protectionniste est donc déplorable ¹.

Quand on entre dans le détail des faits on s'aperçoit qu'à tout prendre ce système ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité ; on peut avancer hardiment, malgré les apparences, que son action a été à peu près nulle.

I. — Voyons d'abord l'effet des dégrèvements accordés à la viticulture par la loi du 1^{er} décembre 1887.

Voici le montant de ces dégrèvements :

1888	1.509.417	francs	1894	2.116.972	francs
1889	2.270.834	—	1895	1.974.728	—
1890	2.610.250	—	1896	1.858.636	—
1891	2.527.886	—	1897	1.576.075	—
1892	2.230.029	—	1898	1.422.870	—
1893	2.145.972	—	1899	1.471.324	—

¹ Ce dialogue n'est d'ailleurs pas imaginaire : Dans une conférence contradictoire devant les membres de la Chambre de commerce britannique à Paris, donnée le 25 octobre 1901, M. Yves Guyot, au nom du libéralisme, et M. Edmond Théry, au nom de l'interventionnisme, ont incidemment, à propos de la question des vins, échangé des arguments analogues. Voir Ed. Théry, *Histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne, des États-Unis et de la France de 1890 à 1900*, Paris, *Economiste européen*, 1902.

Si les primes avaient eu pour effet de pousser à la reconstitution ou même de l'accélérer, on constaterait un accroissement progressif des dégrèvements ; or, à partir de 1890, le montant des dégrèvements va diminuant. C'est donc que la reconstitution était déjà fort avancée, pour ne pas dire terminée, quand a fonctionné le système des dégrèvements. En effet, s'il est impossible de le prouver par comparaison pour diverses époques des superficies plantées parce que d'après les statistiques celles-ci comprennent des vignobles phylloxérés aussi bien que des vignobles reconstitués, il est facile de se rendre compte de la justesse de notre observation si l'on jette un coup d'œil sur les statistiques des récoltes. C'est ainsi que l'on note en 1893 une production de 50.000.000 d'hectolitres ; c'est presque la moyenne de la période anté-phylloxérique de 1860-1875 (55 millions), production qui n'eût pas été possible si la reconstitution n'avait pas été en majeure partie réalisée. La vérité c'est donc que les dégrèvements sont arrivés trop tard pour que la viticulture put en tirer profit. D'ailleurs, si l'on fait la somme des dégrèvements accordés depuis 1887 à 1900, soit 27 millions, et si l'on fait le calcul pour établir la moyenne du dégrèvement annuel pour les prétendues reconstitutions opérées à l'aide des dégrèvements, soit de 1.110.000 hectares au minimum soi-disant reconstitués depuis 1887, on voit que le dégrèvement annuel moyen serait environ de 6 fr.

par hectare $\frac{27 \text{ millions}}{1.110.000 \times 4} = 6 \text{ francs}$, chiffre déri-

soire qui prouve que les statistiques de la reconstitution sont inexactes.

La législation a-t-elle exercé quelques effets sur la production des vins factices ?

Et tout d'abord les vins de sucre. Quelle a été l'action des lois de 1889 et 1897 sur la fabrication des vins de sucre ? Il importe avant tout de faire une remarque préliminaire. Les chiffres fournis par la Régie sont exacts, et cela pour deux raisons : la première c'est que les sucreurs avaient intérêt à faire la déclaration qui les faisait bénéficier d'une détaxe de 30 francs puis 34 et qui abaissait le prix de revient du vin de sucre (achat et taxe comprise) à 10 ou 12 francs. La seconde, c'est qu'ils n'avaient aucun intérêt à ne pas faire la déclaration : les mesures de suspicion et de prohibition à la vente édictées par les lois de 1889 et 1897 ne visent que les vins de 2^{me} cuvée, le vin de 1^{re} cuvée étant considéré comme vin naturel.

On objectera peut-être qu'en éludant la déclaration on peut dépasser les quantités permises et que, même en payant tout le droit de consommation, la fabrication clandestine dont le prix de revient s'élève à 14 ou 16 francs environ par hectolitre, laisse encore une certaine marge de bénéfices. On peut répondre que la faculté légale du sucrage est loin d'être atteinte pour les vins de première cuvée et pour les vins de deuxième cuvée, et que si la législation paraît avoir entravé la fabrication des vins de deuxième cuvée, elle n'édicte aucune mesure de suspicion à l'égard

des premiers. On ne voit pas pourquoi on aurait fait clandestinement à grand frais ce qu'on aurait pu faire ouvertement et à meilleur compte. Etant donné que la loi accorde 20 kilogr. de sucre par 3 hectolitres de vendanges, dont le rendement approximatif est de 2 hectolitres de vin, c'est-à-dire 10 kilogr. par hectolitre de vin et que 10 kilogr. de sucre permettent à raison de 1.700 grammes par degré hectolitre d'obtenir 75 litres de vin de sucre à huit degrés en première cuvée par hectolitre de récolte, on voit que la limite du sucrage va jusqu'aux trois quarts de la récolte. Il suffit de faire un calcul analogue pour évaluer la tolérance légale des vins de deuxième cuvée, soit 50 kilogr., puis 40 kilogr. par 3 hectolitres de vendanges, ou 25 puis 20 kilogr. par hectolitre c'est-à-dire enfin 150 litres environ de vin à 8 degrés par hectolitre. Or, les quantités de vin de sucre de première cuvée n'ont pas dépassé 2.500.000 et celle en deuxième cuvée 200.000.

Peut-on imputer cette modération à l'effet de dispositions légales tracassières ?

On a vu que l'hypothèse ne s'applique pas pour les vins de première cuvée. Est-elle justifiée pour les vins de deuxième cuvée dont la vente est entravée en 1889 et prohibée en 1897 ? Si l'on observe cette fabrication réelle, on constate un certain nombre d'anomalies. En 1889, mise à l'index : résultat, la fabrication de vin de sucre de deuxième cuvée augmente ; 1.886.000 hectolitres en 1890 contre 1.103.000 en

1889. En 1897, prohibition absolue de la vente et de la circulation en vue de la vente ; la fabrication passe brusquement de 926,000, en 1897 à 1.751,000 hectolitres en 1898. Elle a presque doublé. On ne saurait se moquer plus agréablement des prétentions du législateur.

Comment expliquer ces résultats paradoxaux : une fabrication qui reste bien en deçà des limites légales, mais qui parfois augmente précisément au moment même où l'on sévit contre elle ?

C'est que tout d'abord la fabrication des vins de sucre est en raison inverse des récoltes, elle augmente quand les récoltes diminuent et elle diminue quand les récoltes augmentent. La plus faible production, 1.660.000 (1^{re} et 2^e cuvées ensemble), correspond à la plus forte récolte (50 millions en 1893). Inversement une forte production de 3.809.000 hectolitres de vin de sucre (1^{re} et 2^e cuvée) correspond à une récolte déficitaire de 22 millions, en 1898. D'autre part, pourquoi la fabrication des vins de sucre de deuxième cuvée n'est-elle pas atteinte par les mesures qui en restreignent et en prohibent la vente ? Parce que les fabricants de vins de sucre de deuxième cuvée sont surtout de petits propriétaires qui en usent pour leur consommation familiale. Si l'on divise les quantités produites par le nombre de déclarants, on voit que même avant 1889, la moyenne par tête ne dépasse pas 10 hectolitres. Une fabrication aussi restreinte ne devait pas donner lieu à des

transactions commerciales. C'est pourquoi les lois de 1889 et 1897 ont été sans effets et sont tombées en désuétude à leur égard.

Quels ont été les effets de la législation contre les vins de raisins secs? Les étapes de cette législation sont marquées, on se le rappelle, par les années 1889, 1890, 1892, 1894, 1897.

Voici la production de ces vins :

1885	2 272 000 hectolitres	1893	834.000 hectolitres
1886	2.820.000 —	1894	514.000 —
1887	2.662.000 —	1895	758.000 —
1888	2.226.000 —	1896	888.000 —
1889	4.826.000 —	1897	451.000 —
1890	3.178.000 —	1898	107.000 —
1891	1.704.000 —	1899	128.000 —
1892	993.000 —		

L'influence de cette législation paraît sensible si l'on tient compte du point de départ et du point d'arrivée. On pourrait même se demander si les tarifs de 1892 et de 1894 et si les prescriptions de la loi de 1897 étaient elles-mêmes nécessaires pour entraîner une décadence déjà aussi marquée.

Dès 1890, en effet, la fabrication des vins de raisins secs baisse de moitié et passe de 3.178.000 hectolitres en 1890 à 1.704.000 en 1891.

C'est cette diminution qu'il faut expliquer. On verra si elle est imputable aux lois de 1889 et 1890. Pour avoir l'explication du phénomène, il suffit de se reporter aux statistiques de la fabrication des vins de

sucre. De 1889 à 1890 la fabrication totale des vins de sucre passe de 1.788.000 hectolitres à 2.848.000 et à 2.998.000 en 1891. Le gain de la fabrication des vins de sucre correspond sensiblement aux pertes de la fabrication des vins de raisins secs. De même la fabrication des vins de raisins secs tombe de 451.000 en 1897 à 107.000 en 1898 tandis que la fabrication totale des vins de sucre passe de 2.407.000 en 1897 à 3.802.502 en 1899. Ainsi les sévices à l'égard des vins de raisins secs profitent à la fabrication des vins de sucre. En somme, la campagne contre les vins de raisins secs a bien pour effet de déterminer des changements de proportion des contingents respectifs des vins de raisins secs et des vins de sucre mais elle n'a aucune action sur le contingent global des vins factices.

III. — Après les vins factices, le commerce extérieur.

C'est là, semble-t-il, que la politique protectionniste triomphe le plus irrésistiblement.

On a vu la décadence des importations des vins étrangers (et les résultats paraîtraient plus probants en 1905 : 136.987 hectolitres de vins espagnols et 18.000 de vins italiens) ; les importations totales sont en baisse et passent de 11.874.000 hectolitres en 1891 à 9.107.000 en 1892, et à 5.647.000 en 1893. Voilà pour l'influence immédiate, semble-t-il, de la loi de 1892 ; malgré une recrudescence en 1896-1899, elles ne sont plus que de 4.825.000 en 1900.

Attribuer ces variations des importations à l'action des seuls tarifs douaniers, c'est aller un peu vite en besogne. Deux facteurs peuvent intervenir dans ces variations : d'abord la concurrence des vins factices, ensuite la concurrence des récoltes. Or, on voit que les importations suivent une marche parallèle, à partir de 1892, à celle des vins factices.

Un tableau le met en relief en opposant les importations aux récoltes et aux vins de sucre et de raisins secs compris dans un seul groupe :

	IMPORTATIONS	RÉCOLTES	VINS FACTICES
	hectolitres	hectolitres	hectolitres
1890	10.524.000	27.416.000	6.026.000
1891	11.874.000	30.139.000	4.702.000
1892	9.107.000	29.082.000	3.688.000
1893	5.647.000	51.069.000	2.494.000
1894	4.234.000	39.052.000	2.450.000
1895	6.027.000	26.687.000	3.241.000
1896	8.396.000	44.656.000	4.371.000
1897	7.028.000	32.350.000	2.858.000
1898	8.182.000	22.282.000	3.916.000
1899	8.073.000	47.907.000	4.510.000
1900	4.825.000	67.352.000	2.360.000

On voit que les importations obéissent aux mêmes fluctuations que la fabrication des vins factices et qu'elles sont régies sensiblement par le même ordre de phénomènes, à savoir la variation des récoltes. Cela est très frappant pour la baisse rapide des importations en 1893 et 1894; elle correspond aux fortes récoltes de 1893 et 1894.

Comment expliquer que les tarifs douaniers n'aient eu aucune emprise sur les importations ?

Il suffit de se rendre compte du rôle de l'Algérie sur le marché des vins étrangers. On peut successivement établir : 1° que l'Algérie a développé son vignoble surtout après l'établissement des tarifs douaniers ; 2° que son débouché normal est le marché français ; 3° que la quotité de ses exportations par rapport à sa propre récolte est gouvernée par le marché français : elle augmente généralement quand la récolte française est faible et diminue de même quand celle-ci est forte.

Un simple tableau suffit à rendre le phénomène saisissant :

	Hectares	RÉCOLTES	Exportation en France	Récolte française
		Hectolitres	Hectolitres	Hectolitres
1890	96.000	2 844.000	1.972.000	27.416.000
1891		4.058.000	1 843.000	30.139 000
1892		2.866.000	2.821.000	29.082.000
1893		3.937.000	1 803.000	50.069.000
1894		3.043.000	2.010.000	39.052.000
1895		3.792.000	2 812.000	26.687.000
1896	126.000	4.346.000	3.125.000	44.656.000
1897		4.367.000	3.582.000	32.350.000
1898		5.221.000	3.288.000	22.282.000
1899		4.648.000	4.653.000 ¹	47.907.000
1900	145.000	5.444.000	2.338.000	67.963.000

¹ Il a été reporté une partie du stock de l'année précédente.

Ainsi aucune entrave légale n'empêche l'Algérie d'importer ses vins en France et elle n'en exporte que dans la mesure où le marché français le requiert.

Si les importations françaises ont baissé, ce n'est pas parce que les tarifs douaniers ont arrêté les vins étrangers, puisque l'Algérie certaines années, comme en 1900, n'a pas expédié tout son stock, bien qu'elle n'ait pas d'autre débouché normal que le marché français et qu'elle ne soit pas gênée par les tarifs douaniers. La véritable raison de cette baisse, c'est que le marché français n'avait pas besoin de leurs services. Ainsi les importations, comme la fabrication des vins factices, sont fonctions des variations de la récolte française.

Pourra-t-on, comme le veulent les libres-échangistes, attribuer à la législation protectionniste quelque influence déprimante sur nos exportations.

Il est bien certain que les exportations ont baissé de 1890 à 1900.

1890	2.161.000 hectolitres	1895	1.696.000 hectolitres
1891	2.043.000 —	1896	1.788.000 —
1892	1.840.000 —	1897	1.774.000 —
1893	1.560.000 —	1898	1.636.000 —
1894	1.721.000 —	1899	1.650.000 —

Mais il faut remarquer que si les tarifs douaniers coïncident avec cette baisse, ils ne l'expliquent pas. La baisse avait commencé bien avant.

En effet, voici le chiffre des exportations de 1879 à 1880 :

1879	3.046.000 hectolitres	1885	2.602.000 hectolitres
1880	2.488.000 —	1886	2.601.000 —
1881	2.572.000 —	1887	2.401.000 —
1882	2.618.000 —	1888	2.117.000 —
1883	2.538.000 —	1889	2.178.000 —
1884	2.471.000 —		

Cette baisse est-elle l'effet de mesures de rétorsion de la part des Etats étrangers? Pas le moins du monde. Ceux-ci nous ont précédés dans la voie des tarifs prohibitifs :

Allemagne, tarif de 24 marks en 1889.

Hongrie, tarif de 49 fr. 50, en 1891.

La baisse ne proviendrait-elle pas d'un double phénomène? d'abord de la faiblesse même de nos récoltes, puis de la concurrence des rivaux étrangers quand la récolte a récupéré son contingent normal? Mais, dira-t-on, la concurrence des vins étrangers a été rendue d'autant plus âpre qu'on leur a fermé le marché français et qu'ils ont dû chercher d'autres débouchés; c'est là un argument ingénieux et subtil. Mais, nous venons de le démontrer, même sous un régime libre-échangiste les importations étrangères en France auraient baissé et le marché français leur aurait été peu à peu fermé.

On ajoute, il est vrai, que ce n'est pas le système protectionniste en général, mais les rigueurs particulières de notre régime d'entrepôt qui sont en cause.

Avant l'amendement Piou, on recevait en franchise des vins étrangers que l'on réexportait, mais on

pouvait mélanger ces vins aux vins français, pour fabriquer, par des coupages, des vins de cargaison. Pourquoi effectuait-on ces mélanges avec des vins étrangers ? C'est parce que ces vins étaient plus riches en alcool et étaient vinés dans leur pays d'origine, contrairement à ce qui se produit en France, soit en raison des rigueurs de la loi de 1894, soit en raison du prix de l'alcool. Or, en 1899, pour forcer le commerce d'exportation à se fournir de vins de coupage français, on a prohibé tout mélange. Les vins étrangers doivent être réexportés tels quels pour bénéficier de la franchise.

Le résultat de cette politique, c'est la diminution de notre commerce d'exportation.

Nous ne fabriquons plus l'article bon marché pour l'étranger. Les ports espagnols et allemands nous supplantent sur les marchés étrangers. Hambourg jouit du régime des ports francs; l'Espagne a autorisé la réexportation en franchise des vins étrangers mélangés, à condition que le mélange contienne 40 pour 100 de vins espagnols.

Voilà les raisons du succès de nos rivaux. Il y aurait beaucoup à dire sur les causes véritables du succès de l'exportation espagnole et allemande. On pourrait se demander si la première n'est pas encouragée par un change défavorable et la seconde par la fabrication artificielle qui se produit en toute sécurité dans le port franc. Mais ce serait nous engager dans des études étrangères à notre sujet. Pour le moment,

bornons-nous à citer un fait. L'exportation des vins étrangers par Bordeaux a constamment baissé jusqu'en 1898 et a repris précisément à partir de cette époque.

Exportation de vins par le port de Bordeaux.

	en cercles	en bouteilles
1890	967.649	81.000
1891	787.000	73.000
1892	769.000	63.000
1893	687.000	52.000
1894	872.000	47.000
1895	651.000	46.000
1896	637.000	58.000
1897	665.000	55.000
1898	567.000	43.000
1899	635.000	47.000
1900	695.000	40.000

Ainsi les variations de notre commerce extérieur sont indépendantes de nos tarifs douaniers.

De cette étude rapide des effets de la législation viticole, il résulte qu'effectivement la viticulture s'acheminait vers le monopole du marché national par l'éviction progressive des concurrents étrangers ou des succédanés nationaux, mais que cette éviction, si elle coïncidait avec l'institution progressive d'un monopole légal, n'en était pas la conséquence nécessaire, mais le résultat naturel de l'expansion de la viticulture refoulant peu à peu ses rivaux à l'aide de ses seules forces. Les effets qu'on attendait des lois,

c'est l'évolution même de l'économie viticole qui les a réalisés.

Mais pendant que toute l'activité des viticulteurs s'épuisait à faire sanctionner par des lois des déclarations de principe illusoires, d'autres phénomènes échappaient à leur perspicacité et à leur prévoyance et c'étaient eux qui allaient préparer le terrain à la crise de 1900-1907.

Un double phénomène se produisait : le renchérissement croissant du coût de production et la désorganisation croissante du marché.

Nous avons déjà noté cette évolution dans notre petit livre : *Sur la Crise viticole et la Viticulture méridionale*¹. Aussi nous sera-t-il permis de moins insister.

Renchérissement du coût de production.

Le rendement restant en moyenne sensiblement constant, les frais généraux ont à peu près doublé depuis la période phylloxérique ; ce sont pour la plupart des frais inconnus de la viticulture d'autrefois, achats de plants américains, insuccès, tâtonnements, retard d'une année occasionné par le greffage, accroissement du rôle de la main-d'œuvre par suite d'œuvres et façons nouvelles, greffage, sulfatage, clochage, étuvage, et en même temps hausse

¹ F. Atger. *La crise viticole et la viticulture méridionale*. Paris, G. et Brière, 1907, p. 1-32.

de salaires ; achat de substances prophylactiques contre des fléaux ignorés jadis (bouillie au cuivre contre le mildew et le black-root), outillage dispendieux : sulfateuse, soufreuse, étuveuse, etc.

La viticulture consomme de plus en plus des capitaux et cela de deux façons : d'abord elle en immobilise des quantités de plus en plus grandes : la valeur des terrains ne représente plus que la moitié ou le tiers de la valeur de l'exploitation ; ensuite elle exige des fonds de roulement plus considérables qu'autrefois. C'est ainsi que dans le Midi, sur le domaine de Launac, appartenant à un des viticulteurs les plus célèbres du Midi, M. Henri Marès, les frais généraux s'élèvent de 375 francs par hectare en 1856, à 1.026 francs en 1893. Il résulte de cette absorption progressive de capitaux une indisponibilité progressive. La productivité même de la viticulture incite le viticulteur à engager ses capitaux dans son exploitation. Il vit à peu près sans fonds de réserve et dépense tous ses revenus.

On pourrait prévoir, dès ce moment, que si une crise se déclarait, la viticulture la subirait passivement, sans pouvoir réagir faute de fonds de réserve, et qu'il lui faudrait d'autant plus de temps pour se remettre qu'elle serait écrasée par le poids des capitaux à rémunérer et par la difficulté de trouver à nouveau des avances suffisantes pour lui permettre de reprendre et de continuer.

Cette augmentation du coût de production était

d'autant plus grave que pour la faire accepter il eut fallu un marché organisé; or, si la viticulture avait pu fonctionner normalement jusqu'au seuil de la crise, c'est parce qu'elle avait possédé successivement deux marchés: celui des alcools et celui des vins d'importation.

Ils avaient successivement disparu sans avoir été remplacés, bien au contraire, car le peu d'organisation commerciale qui subsistait s'était progressivement résorbé.

En effet, si la viticulture phylloxérique ne connaissait pas les affres de la mévente malgré les grosses récoltes et la faible consommation (même et y compris l'exportation et la distillation), c'est parce qu'elle possédait un véritable marché organisé, celui des alcools. Après la distillation, le propriétaire laissait le plus souvent son alcool en dépôt à la fabrique qui fonctionnait à la façon des élévateurs ou des kornhäuser pour le blé.

Des cours s'établissaient d'après ces stocks assez facilement connaissables et le propriétaire donnait les ordres de vente à son distillateur comme un capitaliste à son banquier. Sans doute, la distillation n'absorbait qu'une quantité restreinte, mais le marché organisé des alcools imposait une limite à la baisse; cette limite était précisément le cours de l'alcool. Le rôle véritable de la distillation était moins de fournir un débouché que de servir de régulateur aux cours.

Pour le moment présent il n'existait plus de marché

des alcools de vin par suite de la concurrence victorieuse des alcools d'industrie.

D'autre part, à l'époque de la crise phylloxérique, des aventuriers allaient en Espagne et en Italie pour importer des vins étrangers à Cette, à Bordeaux, à Marseille. Les docks de Cette, notamment, fonctionnaient avec un marché réel avec entrepôts. Le négociant, peu soucieux de courir les risques de l'importation directe, s'approvisionnait chez l'importateur.

Celui-ci était parfois obligé de compléter son stock par des achats à la propriété et il envoyait ses agents dans les caves des propriétaires offrant des prix d'autant plus rémunérateurs qu'il était assuré de la maîtrise du marché et qu'il savait pouvoir revendre à bon compte aux négociants du Nord. Mais peu à peu les conditions ont changé, l'importation est allée diminuant et les stocks à la propriété sont allés croissant. Il a été possible au négociant de se passer de l'importateur et de trouver à la propriété les quantités dont il a eu besoin ; il lui a suffi de donner des ordres à un courtier, de sorte que peu à peu le commerce de gros tendit à disparaître.

Ainsi, à la veille d'une crise, la viticulture s'est trouvée privée et de capitaux et de marché.

DEUXIEME PARTIE

En 1900, la crise éclate brusquement, de manière imprévue et soudaine. Une énorme récolte de 67 millions d'hectolitres provoque le krach en effondrant les cours : en quelques mois ceux-ci descendent à 8, 6, 5 et même 2 francs. On ne trouve pas d'acheteurs. Peut-être, avec une meilleure utilisation des capitaux et une autre organisation commerciale, aurait-on pu solutionner la crise.

Si le propriétaire, en effet, au lieu d'affecter ses capitaux presque uniquement à la culture, avait constitué des caves ou des celliers, il n'aurait pas été forcé de livrer à la vente des quantités considérables de vins non logés dont il fallait se débarrasser à tout prix : s'il avait eu des réserves, il aurait pu différer la liquidation et attendre une reprise des affaires, ou tout au moins fractionner ses ventes. De même le négociant, s'il avait eu des capitaux disponibles, aurait pu acheter des quantités considérables de vin, spéculer à la hausse ; mais on est nécessairement plus timide quand on opère avec les capitaux d'autrui qu'avec les siens. Le commerce dut reculer devant la mévente et ne put soutenir les cours.

D'autre part, si le marché eût été organisé, s'il y avait eu de vastes entrepôts réels, un commerce de gros, un public de spéculateurs attirant les capitaux vers le marché des vins, on aurait pu, grâce à des marchés à terme, répartir sur l'année suivante cette grosse récolte que tout le monde jugeait exceptionnelle et qui ne s'est renouvelée qu'en 1904 ¹. Mais précisément parce que l'on jugeait le phénomène exceptionnel, on estimait qu'il serait passager. On demanda comme d'habitude au législateur de remédier à la crise. Deux solutions paraissaient possibles. On pouvait d'abord combattre la surproduction en brûlant les stocks invendus. Cette mesure, qui supposait un régime de faveur au profit des alcools obtenus, comprenait non seulement le privilège des bouilleurs de cru, mais encore, comme le réclamaient certaines sociétés agricoles, le droit de viner en franchise jusqu'à trois degrés. Ce vinage en franchise aurait permis de lutter victorieusement pour la chaptalisation avec le sucrage en première cuvée.

Le second procédé consistait à accroître la consommation et, à cet effet, d'obtenir la libération fiscale du vin. On se rallia à la seconde solution qui paraissait être d'intérêt général; mais, pour combler le défi-

¹ 1900	67	millions d'hect.		1904	66	millions d'hect.
1901	57	— —		1905	56	— —
1902	39	— —		1906	52	— —
1903	35	— —				

cit causé par la libération du vin, on décida d'élever l'impôt sur les alcools. Les distillateurs n'acceptèrent cette aggravation de leurs charges qu'à condition que le privilège du bouilleur de cru, qui constituait une inégalité choquante de traitement, fut supprimé. En 1903, à la suite de la Convention de Bruxelles qui supprime les primes à l'exportation, on détaxe les sucres pour accroître le marché national. L'impôt de consommation sur les sucres est abaissé de 60 francs à 25 francs. Ne s'estimant plus protégés contre la fabrication clandestine des vins de sucres, puisqu'il n'existe aucune différence fiscale entre le sucre allant à la consommation de bouche et celui destiné au sucrage des vendanges, et pensant que si la déclaration ne procure aucun bénéfice les sucreurs vont fabriquer clandestinement des vins de sucre en quantité illimitée, surproduction artificielle contre laquelle ils ne se sentent plus protégés, les viticulteurs reprennent leur parole ; ils réclament la restitution de leur privilège et vont même jusqu'à revendiquer des faveurs fiscales au profit des alcools de vin pour leur permettre de lutter contre les alcools d'industrie, d'un prix de revient moins élevé. En même temps, ils réclament des lois permettant de surveiller la fraude et d'en rendre la répression plus sévère. C'est ainsi qu'ils demandent, soit un accroissement du droit de consommation, soit une surtaxe des sucres destinés au sucrage des vins et calculée, suivant les uns d'après le demi-droit (M. Lauraine), ou du droit plein (M. Dou-

mergue), d'après le tarif des alcools, sur la quantité d'alcool produite par le sucrage. Ils ajoutent à leur revendication la suite du sucre par quantité de 50, de 25 ou de 15 kilogrammes, et rêvent d'obtenir pour le sucre une législation analogue à celle des raisins secs. Pour éviter le mouillage, ils proposaient la déclaration obligatoire des récoltes avec ou sans exercice, l'exercice des débitants (supprimé par la loi de 1900), la suite du vin en volume et en degré.

Toutes ces mesures ont reçu des satisfactions partielles ; la loi du 27 janvier 1903 avait établi la suspicion légale de la détention d'une quantité de sucre supérieure à 50 kilogr. chez les possesseurs de vendanges, mares ou moûts de raisins. La loi du 8 août 1905 renchérit sur cette suspicion. Le 1^{er} août 1905 une loi sur la répression des fraudes dans la vente de marchandises et de la falsification des denrées alimentaires et des produits agricoles accroit les pénalités et les rend plus sévères. Le privilège des bouilleurs de cru est rétabli le 26 février 1906. Enfin, à l'heure où nous écrivons ces lignes, toute une législation se prépare : déclaration obligatoire des vendanges, exercice des débitants, suite du sucre et surtaxe des sucres allant au sucrage en première cuvée, prohibition du sucrage en deuxième cuvée, législation anti-sucrière rachetée par la suppression du privilège. La bataille s'engage dans le tumulte dominé par la voix houleuse des meetings monstres qui s'organisent dans le Midi. Si le but de cette législation est

bien de raffermir et de rendre plus efficace le monopole du marché au profit des vins naturels par l'organisation de restrictions et d'entraves aux marchés des sucres, nous ne pouvons suivre dans notre exposé la méthode qui nous a guidé dans la première partie. Le procédé pénal et le procédé fiscal s'entrecroisent. Il faut suivre l'ordre historique et exposer successivement les deux phases de cette législation avant et après 1903.

CHAPITRE I

Nous avons indiqué comment, en présence des stocks considérables de la récolte de 1900, on s'était rallié au système de l'accroissement de la consommation par la libération du vin. Quel était, à la veille de 1900, le régime des boissons que l'on se proposait de modifier ?

I. — Les boissons étaient encore régies par la loi du 18 avril 1816 qui, malgré des retouches de détail, demeurait encore la charte des Contributions indirectes.

D'après cette législation le vin était passible d'un triple droit :

1° Droit de circulation de 1 fr. 50 à 2 francs, suivant la zone dans laquelle se trouvait placé le département.

2° Droit d'entrée de 0 fr. 40 à 2 fr. 25, suivant la population de la ville destinataire (à partir de 4.000 habitants). Sur ce droit se greffait le plus souvent un droit d'octroi (Lille, 21 francs; Paris, 18 francs; Dunkerque, 16 fr. 70; Amiens, 15 fr. 80; Brest, 15 fr. 40; Reims, 15 fr. 16; Roubaix, 14 fr. 87;

Caen, 13 fr. 87; Lyon, 13 fr. 94; Calais, 13 fr. 94; Dieppe, 13 fr. 25; Saint-Quentin, 12 fr. 50; Laval, 12 fr. 35; Elbeuf, 12 fr. 35; Tourcoing, 12 fr. 28; Arras, 12 fr.).

3° Droit de détail payé par les débiteurs au prorata des prix de vente: 12 fr. 50 p. 100.

Certaines villes étaient rédimées de droits d'entrée et de détail. Paris et Lyon étaient rédimés du droit d'entrée, de détail et de circulation. Les villes rédimées payaient une taxe unique.

Certains débiteurs étaient abonnés au droit de détail et payaient une somme fixée chaque année et débattue de gré à gré avec la Régie. Il faut ajouter, en outre, la licence, sorte de patente imposée aux commerçants de boissons et payée à la Régie.

Sur tous les détenteurs de boissons en vue de la vente pesait le contrôle le plus rigoureux et le plus sévère. Afin de s'assurer du paiement des droits, la Régie procédait à des perquisitions d'où n'était pas exclu le domicile privé, pour effectuer le récolement des quantités inventoriées. Toute variation des stocks devait être justifiée par des titres de mouvement : des excédents ou des manquants, sauf de certaines tolérances légales, laissaient à présumer des entrées ou des sorties frauduleuses.

La Régie avait appliqué le système de l'inventaire même aux propriétaires, mais le système n'avait duré que de 1804 à 1809. Il avait donné lieu à des vexations aussi intolérables qu'inutiles. En effet, la Régie,

bien que la quotité des droits reste la même, discerne au point de vue de leur perception deux sortes de droits, les droits au comptant et les droits constatés.

Les droits au comptant (congé, passe-debout, etc.) sont acquittés au moment de la mise en circulation.

Les droits constatés ne sont acquittés que lorsque la quantité mise en circulation est expédiée à sa destination définitive.

Les premiers sont dus par les propriétaires et en général par tous les non-commerçants ; le bénéfice des seconds est réservé aux seuls commerçants.

Ceux-ci jouissent en effet du crédit des droits. La boisson se rend de chez les récoltants à la cave du commerçant et de sa cave chez le consommateur. Si l'on payait au comptant le vin acquitterait deux fois les droits. Le commerçant se borne à faire constater le droit et s'en porte garant lui et sa caution jusqu'au jour où il envoie le vin à destination. Il fait décharger son acquit à caution et il acquitte alors le droit à l'aide d'un congé. Son magasin fonctionne donc comme un entrepôt.

Dès lors, on voit l'intérêt que présente la surveillance par la Régie du magasin du négociant. Le négociant est débiteur du fisc pour les quantités qui sont en magasin. Le propriétaire, au contraire, n'est qu'un débiteur éventuel et il ne le sera effectivement qu'au moment où il mettra le vin en circulation (s'il s'agit de vente directe).

D'ailleurs avant 1900 à qui le propriétaire vend-

t-il son vin ? Au commerçant ? mais celui-ci en général n'accepte pas volontiers de recevoir dans sa cave des quantités dont il ne saurait justifier la présence par des titres de mouvement lors d'une visite inopinée des agents du fisc.

Au consommateur ? mais si celui-ci réside dans une ville pourvue d'octroi, on découvrira tout de suite que le vin n'a pas acquitté des droits de circulation. L'exercice n'était donc nécessaire que chez les commerçants.

Ceux-ci étaient divisés en deux catégories : marchands en gros, c'est-à-dire assujettis, vendant par quantités supérieures à 25 litres les boissons autres que le produit de leur récolte, et débitants ou commerçants, vendant par quantités inférieures à 25 litres. Ils se différenciaient : 1° au point de vue de la licence plus forte pour les premiers que pour les seconds ; 2° au point de vue du droit de détail payé uniquement par les seconds ; 3° enfin, au point de vue de l'efficacité de l'exercice. Si le contrôle est rigoureux chez le marchand en gros parce que toutes les entrées et toutes les sorties donnent lieu à des titres de mouvement, il n'en est pas de même pour les débitants dont les sorties se font par quantités trop minimales pour être suivies de titres de mouvement. On ne peut donc pas savoir si les entrées constatées représentent bien toutes les quantités qu'il a reçues en cave puisqu'on ne peut contrôler la quotité de son débit. On peut tout au plus constater des excédents si l'on fait une

perquisition avant qu'il n'ait pu écouler les quantités reçues frauduleusement. L'exercice est donc illusoire et permet tout au plus de prélever des échantillons et de s'assurer si les lois sur les fraudes et les falsifications sont respectées. Si l'on maintient l'exercice, c'est à cause du droit de détail dont on peut fixer ainsi la quotité, mais d'une façon si illusoire que la Régie pousse autant qu'elle le peut le débitant à s'abonner.

Tel était en gros le système fiscal relatif aux boissons et particulièrement aux vins avant 1900.

Voici quels étaient ses résultats en 1898 :

Les droits avaient porté sur 35 millions d'hect. Ceux-ci avaient supporté :

34.140.289 francs de droit de circulation.

28.918.000 francs de droits d'entrée (y compris taxes de remplacement ayant porté sur 16 millions d'hectolitres pour une population de 10.850.000 habitants.

74.814.000 francs de droits d'octroi.

95.672.272 francs de droit de détail (y compris la taxe de remplacement).

Les 28.918 000 francs de droits d'entrée étaient acquittés par 539 communes dont 318 payaient le droit d'entrée proprement dit, soit 1.856.000 francs et 219 la taxe de remplacement soit 27.063.000 francs.

431.999 débiteurs de boissons payaient 14 millions de licences, et sur ce nombre 155.000 étaient abonnés, 122.912 exercés, le reste rédimé.

Au total, 35 millions d'hectolitres de vin payaient environ 240 millions de francs de charges fiscales ; c'était le résultat de l'accroissement progressif de l'impôt sur les boissons depuis 1870 (loi du 1^{er} septembre 1871, loi du 19 juillet 1880).

On pensa qu'écrasée sous le poids de cette fiscalité, la consommation n'avait pas suivi aussi rapidement qu'il l'aurait fallu la production, mais qu'une fois délestée elle ne tarderait pas à la rattraper et on crût que le remède était dans le dégrèvement des boissons hygiéniques et particulièrement du vin.

A vrai dire, la réforme n'était pas une idée neuve.

Comme le faisait remarquer le rapporteur au Sénat, M. de Verminal, c'était la troisième fois en dix ans que cette réforme avait fait l'objet de projets ou de propositions de lois.

En 1893, M. Rouvier, ministre des finances, déposait au Sénat un projet voté par la Chambre qui supprimait toute taxe sur les boissons hygiéniques, élevait les droits sur l'alcool de 156 à 245 francs et supprimait le privilège des bouilleurs de cru. La Commission des finances du Sénat remplaça le projet par un projet transactionnel qui ne dégrevait pas en totalité les boissons hygiéniques et surtaxait l'alcool sans abolir le privilège ; la Chambre repoussa le projet.

En 1896, un projet adopté par la Chambre, dégrevant complètement les boissons hygiéniques, surtaxant l'alcool à 275 francs et supprimant le

privilège est déposé encore au Sénat. La Commission des finances de cette assemblée propose encore un projet transactionnel qui supprime les droits de détail et d'entrée tout en maintenant un droit de circulation uniforme de 1 fr. 50 par hecto avec surtaxe de l'alcool ; les patentes étaient également majorées. Le projet fut rapporté à la Chambre par M. Salis qui déposa des conclusions favorables. Mais la législature prit fin avant la discussion.

On se borna, l'année suivante, à faire disparaître par la loi du 29 décembre-31 décembre 1897 les droits d'octroi excessifs qui pesaient sur les boissons hygiéniques.

L'article 1^{er} prévoit que les droits d'octroi sur les boissons hygiéniques seront supprimés à partir du 31 décembre de l'année suivante, en tout cas (art. 2), qu'ils ne pourraient excéder un tarif variant suivant les villes et d'après les populations, de 0 fr. 25 à 2 fr. 50.

Les villes sont autorisées à se libérer des taxes de remplacement sur les alcools jusqu'à concurrence du double du droit d'entrée.

La crise eut pour effet, sous la pression des meetings et des ordres du jour des Sociétés agricoles du Midi, de faire hâter la réforme de l'impôt sur les boissons. En un mois la loi fut votée.

La loi du 29 décembre 1900 supprime le droit de détail et le droit d'entrée sur les vins. Elle porte que les droits d'octroi sur les vins ne pourront dépasser

2 fr. 25; elle fixe un droit de circulation unique et uniforme : 1 fr. 50 par hectolitre. La suppression du droit de détail rend l'exercice du débitant sans intérêt, aussi cet exercice est-il supprimé. On ne tarde pas d'ailleurs — et c'en est la conséquence — à exiger des débitants qu'ils reçoivent leur vin par congé, c'est-à-dire après acquittement des droits (loi du 30 mars 1902). En outre, les licences sont augmentées conformément à un tableau annexé à la loi.

La loi de 1900 ne fixe pas seulement le régime du vin, mais aussi celui des sucres et des alcools. Le projet élevait de 24 à 40 francs le droit réduit dont restait passible le sucre destiné au sucrage des vendanges. Mais, malgré les réclamations des viticulteurs qui insistaient pour une limitation plus rigoureuse du sucrage, le droit primitif de 24 francs fut maintenu.

Une satisfaction partielle fut accordée aux viticulteurs par l'acceptation de l'amendement Lauraine qui limitait à 40 kilogrammes par trois hectolitres et par personne les quantités de sucre autorisées pour la fabrication des vins de deuxième cuvée (article 16). La fabrication des vins de première cuvée restait régie par la loi de 1884. L'article 7 du décret du 20 juillet 1901 spécifie que les quantités de sucre admises par la loi au bénéfice du tarif réduit peuvent être indifféremment utilisées soit en première soit en deuxième cuvée, mais que les quantités de sucre employées pour relever le degré alcoolique des vins ne peuvent

dépasser 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges et celles destinées à la fabrication des vins de marcs ne peuvent dépasser 50 kilogrammes.

Enfin, la loi du 29 décembre 1900 fixe le régime des alcools.

Le projet de détaxe du vin causait un déficit qu'on s'est efforcé de combler en faisant supporter les 155 millions dégrevés à une augmentation des licences et à une surtaxe des alcools dont les droits étaient élevés de 156 à 220 francs l'hectolitre. En échange de cette surtaxe, les distillateurs du Nord réclamaient la suppression du privilège des bouilleurs de cru qui, selon eux, alimentait la fraude. L'Etat, d'autre part, était intéressé à ce qu'aucune déperdition ne vint diminuer l'intégrité de la rentrée des impôts sur l'alcool. Il nous faut indiquer rapidement en quoi consistait le privilège et quelles étaient les modifications qu'on y apportait.

Avant 1830 le producteur d'alcool est surtout un propriétaire qui distille des fruits ou le déchet de ses fruits, vins, cidres, marcs, etc. Or on admet que le propriétaire a un droit naturel sur ses produits et doit pouvoir les consommer en franchise.

M. Rouvier a donné du privilège, lors de la discussion de la loi des finances du 22 avril 1905, une définition lumineuse: « Au sens légal du mot, dit M. Rouvier, le privilège c'est la faculté pour le récoltant de transformer son vin ou son produit en alcool et soit de le consommer sur place et soit de le garder

en magasin sans que le fisc intervienne » (Sénat, séance du 20 avril 1905).

Le privilège consiste donc : 1^o dans la consommation en franchise ; 2^o dans la dispense de l'exercice.

Les bouilleurs de cru étaient d'autant plus attachés à ce régime que la distillation, avant 1830, était une des principales ressources de la viticulture. La consommation en franchise se produisait le plus souvent sous forme de vinage. On versait l'alcool obtenu dans le vin qui pouvait être ainsi dédoublé dans les centres de consommation. Cette pratique explique peut-être en partie la faiblesse de la consommation taxée du vin qui s'élève à cette époque à des millions d'hectolitres à peine.

Vers 1830, une industrie nouvelle s'éleva : ce fut celle de la distillation des betteraves, des farines et mélasses, encouragée en 1850 par la crise de l'oïdum qui restreint la production viticole. On soumit ces industriels au régime des commerçants de boissons : pas de franchise de consommation et exercice. Mais comme le mouvement d'entrée n'existait pas et que l'accroissement de leur stock ne pouvait provenir que de la fabrication, on installa des agents dans les usines pour constater cette fabrication et surveiller les sorties.

Ainsi il y eut deux régimes, l'un de liberté pour les bouilleurs de cru et l'autre de surveillance étroite pour les distillateurs industriels.

Les premières atteintes au privilège portèrent sur

la restriction, puis la suppression du vinage en franchise. Toléré autrefois jusqu'à 21 degrés par la loi du 24 juin 1824, il fut abaissé à 18 degrés par l'article 22 du décret du 17 mai 1852 et limité à sept départements méridionaux et finalement il fut supprimé par la loi du 8 juin 1864. La limite alcool de vin fut réduite à 15 degrés le 1^{er} janvier 1871 et le vin suralcoolisé passible des doubles droits sauf les vins titrant naturellement de 15 à 18 degrés. Ces limitations s'expliquaient, d'ailleurs, par l'accroissement continu du droit de consommation sur les alcools : 37 fr. 40, par la loi du 12 décembre 1830 ; 60 francs, loi du 14 juillet 1855 ; 90 francs, loi du 26 juillet 1860 ; 150 francs, loi du 1^{er} juillet 1871 ; 156 fr. 25, loi du 30 décembre 1873.

Pendant ce temps, la fabrication industrielle augmentait : elle représentait en 1872 plus de un million d'hectolitres fabriqués contre 851.000 hectolitres d'alcool de vin produits par les bouilleurs dont la production n'allait pas tarder à baisser pendant la période phylloxérique (500.000 hect. environ en 1882 sur 1.762.000 hect.) D'autre part, le privilège absolu devenait bien peu justifiable depuis la suppression du vinage en franchise. On ne pouvait plus supposer que dans tous les cas et quelle que fut sa production le bouilleur consommait son alcool, et s'il le vendait on pouvait soupçonner étant donné les droits très élevés de l'alcool qu'il aurait intérêt à l'écouler en contrebande, d'autant plus qu'il n'existait pas de sys-

tème de surveillance. On soumit donc les bouilleurs à l'exercice le 26 mars 1872 et l'on fixa à 40 litres, puis à 20 litres en 1874 la consommation en franchise. Ceux dont la production était inférieure à ce contingent étaient exonérés de l'exercice. La loi du 15 décembre 1875 rendit aux bouilleurs leur privilège en supprimant l'exercice et la limitation de la consommation en franchise. C'est le régime qui durait jusqu'en 1900.

En 1900, on comptait 552.000 bouilleurs produisant 323.000 hectolitres d'alcool, dont 150.000 d'alcool de vin, sur une production totale de près de 2 millions d'hectolitres d'alcool. 250 distilleries produisaient les 1.600.000 hectolitres restant, parmi lesquelles 49 avaient une production supérieure à 10.000 hectolitres et 12 une production supérieure à 50.000.

Ainsi, dans les exploitations agricoles bénéficiant du privilège, la production était morcelée ; elle était, au contraire, concentrée dans les exploitations industrielles.

La loi de 1900 avait pour effet :

1° D'augmenter les droits de consommation sur les alcools et de les porter de 156 à 220 francs.

2° Indirectement d'augmenter les droits d'entrée sur les alcools. Le dégrèvement des boissons hygiéniques prévu par la loi du 29-31 décembre 1897 avait pour conséquence éventuelle de la suppression des droits d'octroi sur les boissons, une surtaxe de remplacement sur les alcools jusqu'au double du droit d'entrée. •

3° De modifier le régime des bouilleurs, de restreindre leur consommation en franchise, limitée à 20 litres d'alcool et d'imposer l'exercice à une catégorie de bouilleurs assimilés sous ce rapport à des bouilleurs professionnels.

Ainsi sont considérés comme bouilleurs professionnels, d'après l'article 10 : « Ceux qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par 24 heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics d'une contenance supérieure à 5 hectolitres ». Ils sont soumis à l'exercice pour le surplus des 20 litres d'alcool pur qui leur sont alloués en franchise.

Les petits bouilleurs — et le fait de faire appel à des loueurs d'alambics dont les appareils peuvent être d'une capacité supérieure à 5 hectolitres ne fait pas perdre cette qualité — restent soumis au régime antérieur, sauf que leur allocation en franchise est restreinte à 20 litres. Mais comme l'on ne peut pas s'assurer par l'exercice s'ils dépassent ou non l'allocation, il faut, par une série de mesures indirectes, prévenir les abus.

On crut y avoir réussi par la surveillance des loueurs d'alambics et par le contrôle de la fabrication, de la vente et de la détention des alambics.

Tout d'abord, les loueurs d'alambics ambulants sont soumis à deux sortes de prescriptions, celles du décret du 15 avril 1881, art. 33, qui obligeait avant chaque campagne le loueur d'alambic ambulant à pro-

céder, 48 heures à l'avance, à la recette buraliste, à une déclaration indiquant la nature et la capacité de son appareil, son itinéraire et la durée de chaque séjour. L'article 11 de la loi du 29 décembre 1900 prescrit en outre que le loueur d'alambic ambulant tiendra un registre où il indiquera pour chaque opération, le jour, le lieu et l'heure, la quantité des produits traités et le nom de celui pour le compte duquel il aura opéré. Ces prescriptions permettent de savoir qui fabrique de l'alcool et quelle quantité il en fabrique.

On peut donc voir sur quel point le service doit exercer sa surveillance.

Le contrôle s'étend même à l'alambic. Il est suspect dès sa fabrication. Le fabricant d'alambics devra porter sur un cahier les quantités d'alambics fabriqués, indiquer la nature et la capacité de chaque appareil, les faire poinçonner, indiquer le nom du destinataire. Le détenteur de l'appareil devra faire une déclaration qu'il ne lui sera guère possible d'éluder; connaissant la nature de son appareil, la Régie saura si le bouilleur rentre dans la catégorie de ceux qui doivent être exercés.

A tort ou à raison, le fisc reprocha aux petits bouilleurs et aux fraudes auxquelles il prétendait qu'ils s'étaient livrés la diminution du rendement des impôts sur l'alcool :

La consommation taxée baisse de 1.782.000 hectolitres en 1900 à 1.346.000 hectolitres en 1901, et à

1.258.000 hectolitres en 1902. Le gouvernement crut devoir adopter des mesures plus énergiques destinées à restreindre encore ce qui pouvait rester du privilège.

Le projet du gouvernement discuté lors de la loi du budget du 31 mars 1903 comblait les lacunes de la loi du 29 décembre 1900. Il maintenait l'allocation familiale des 20 litres, mais par une série de mesures habiles il amenait les bouilleurs, tant il rendait onéreux le système de la liberté, à venir se placer d'eux-mêmes sous un régime analogue à l'exercice.

Il surveillait plus rigoureusement les alambics; ceux-ci devaient être suivis d'acquets à caution. Les détenteurs devaient en faire déclaration et les appareils étaient mis sous scellés; la Régie était autorisée à s'assurer de l'état des scellés.

Tous les producteurs devaient faire une déclaration préalable rendue nécessaire par les prescriptions précédentes, mais où ils devaient indiquer la nature et la quantité des substances mises en œuvre.

Les bouilleurs étaient divisés en deux catégories. Ceux qui distillaient à domicile — on les obligeait à prendre en charge au moins 100 litres d'alcool — et ceux qui distillaient dans un local agréé par l'Administration. Comme le fisc pouvait, dans ce dernier cas, s'assurer de l'exactitude des déclarations par la surveillance effective d'un agent, il pouvait se relâcher de sa sévérité et accorder quelques faveurs aux bouilleurs qui se soumettaient à ce régime. Le bouilleur jouissait du bénéfice de l'authentification de ces

eaux-de-vie. On lui réservait les acquits blancs prévus par la loi du 2 août 1872 (art. 8) pour les eaux-de-vie de vins et de fruits. Le bouilleur obtenait 20 p. 100 de déchets en outre des 20 litres d'alcool de sa consommation en franchise. Il n'était tenu pour les quantités prises en charge qu'à un inventaire annuel. Ce projet habile qui assurait à la Régie le bénéfice du contrôle établi dans les distilleries, en en limitant les effets utiles à la période de distillation et en évitant les inconvénients, c'est-à-dire la continuation du contrôle hors de cette période, ne fut pas adopté dans son intégralité.

Un amendement célèbre, l'amendement Morlot, qui forme l'article 21 de la loi du 31 mars 1903 y fait une brèche notable en faveur des très petits bouilleurs.

Sous le régime de la loi du 31 mars 1903, il existe trois catégories de bouilleurs :

1^o Ceux que prévoit l'amendement Morlot ; ce sont « ceux qui ne cultivent pas une superficie plus considérable de vignes ou un plus grand nombre d'arbres fruitiers qu'il n'est nécessaire pour la production moyenne de 50 litres d'alcool pur selon les usages du pays ». Ces bouilleurs peuvent distiller chez eux le produit de leurs récoltes : vins, cidres, lies, marcs et même prunes et prunelles (innovation dans la catégorie des matières pouvant fournir l'objet du privilège). Bien que l'allocation en franchise ne soit pour eux que de 20 litres d'alcool pur, ils sont dispensés de la déclaration et de l'exercice.

2° Les propriétaires, fermiers, métayers, réunis en syndicats professionnels ou associations coopératives et distillateurs qui déposent leurs appareils ou leurs alcools et qui effectuent la distillation du produit de leur récolte dans des locaux agréés de l'administration et gérés par le syndicat. Ils sont dispensés de toutes déclarations. Ils ont le crédit des droits, soit qu'ils laissent leur alcool en dépôt, soit qu'ils le transportent à domicile. En ce cas, il est procédé à un récolement. En revanche, le local est soumis au régime des distilleries sous le rapport de l'agencement et de la surveillance.

3° Tous les bouilleurs qui peuvent produire plus de 50 litres d'alcool et qui ne rentrent pas dans la 2^e catégorie. Ils sont soumis à la déclaration de fabrication, à la visite des employés, aux inventaires et à la prise en charge.

Un décret du 18 août 1903 organise la surveillance des appareils dont il a été parlé à propos du projet. L'article 18 renchérit encore sur les prescriptions de la loi relatives à la déclaration de fabrication. Tandis que la loi n'imposait aux bouilleurs que la déclaration de la nature et de la provenance réelle des produits mis en œuvre, celui-ci exige, en outre, l'indication du volume et des rendements probables des matières prises en charge provisoire, tenue de carnet de chauffe avec rendement de chaque lot, volume et degré de l'alcool obtenu, vérification et prise en charge définitive avec menace d'un procès-verbal pour les excédents de plus de 1 p. 100.

Ainsi, sauf en ce qui concerne l'amendement Morlot, le privilège est à peu près supprimé. Il n'en reste que l'allocation de 20 litres ; elle représente encore de la part du fisc un cadeau de 44 francs de droit refusé au distillateur industriel.

Mais pendant que le sacrifice des bouilleurs de cru se consommait, des modifications importantes du régime des sucres s'accomplissaient, supprimant aux yeux des viticulteurs tout le bénéfice de l'échange du privilège des bouilleurs contre la libération du vin. A la suite de la convention de Bruxelles supprimant les primes à l'exportation pour accroître le marché national du sucre, on abaisse par la loi du 28-29 janvier 1903 le droit de consommation des sucres à 25 francs les 100 kilogr., précisément celui dont jouissait à taxe réduite le fabricant de vin de sucre. Sous ce régime ne va-t-on pas produire du vin de sucre en liberté et échapper aux limitations et aux restrictions des lois prévoyant le sucrage. C'était la crainte des viticulteurs. Par un amendement devenu l'article 7 de la loi, M. Chaignes essayait de remédier aux conséquences de la détaxe : 1° en maintenant le principe de la déclaration obligatoire du sucrage ; 2° en limitant les quantités autorisées à 10 kilogr. en 1^{re} cuvée par 3 hectolitres de vendanges et à 40 kilogr. en 2^e cuvée et par personne ; 3° enfin en imposant la déclaration et la justification d'emploi de la détention simultanée de plus de 50 kilogr. de sucre et de vendanges, mouts, et marcs de raisins.

Plusieurs amendements de MM. Augé, proposant la suite du sucre, Gauthier, proposant prohibition du sucrage sauf pour les vins de liqueur et les vins mousseux, de M. Cunéo d'Ornano, imposant au sucre utilisé pour la vinification le régime fiscal des alcools pour la quantité d'alcool ainsi obtenue, furent successivement écartés.

Un décret du 21 août 1903 règle le sucrage. La déclaration, effectuée trois jours à l'avance à la recette buraliste, doit contenir le nom, prénom du bouilleur, la quantité de vendange traitée et de sucre mis en œuvre, le lieu, le jour et l'heure, et, pour le sucrage de deuxième cuvée les mêmes indications, et en outre le nom des personnes de la famille et des domestiques attachés à la famille et nourris (afin de justifier que cette fabrication est faite en vue de cette consommation familiale et que le contingent par personne n'est pas dépassé). L'autorité municipale doit certifier les déclarations relatives à l'identité des personnes et à la qualité des récoltes.

Malgré ces prescriptions rigoureuses, à tort ou à raison les viticulteurs s'imaginaient que la porte était ouverte à la fabrication clandestine des vins de sucre du moment qu'il n'y avait plus aucun intérêt fiscal à effectuer la déclaration et effectivement, alors que les cours s'étaient relevés en 1903 jusqu'à 24 et 25 francs par suite d'une récolte déficitaire de 35 millions d'hectolitres, ils ne tardèrent pas à baisser progressivement, pour redescendre jusqu'à la moitié

de ces cours. On ne manqua pas d'accuser la fraude d'avoir clandestinement alimenté le marché et d'avoir ainsi provoqué la baisse. Dès ce moment, la politique viticole subit un changement d'orientation.

Les viticulteurs, persuadés de s'être laissé imposer un marché de dupes en échangeant le privilège contre la libération du vin, dénoncent en quelque sorte le contrat qui les lie au Nord pour réclamer des modifications relatives au régime des alcools de vins et de nouveaux dispositifs contre les fraudes et le sucrage...

II. — Et tout d'abord des modifications au régime des alcools de vin. Ils réclament tantôt successivement, tantôt simultanément, d'une part le rétablissement du privilège, de l'autre soit le monopole de l'alcool, soit l'octroi de primes à la distillation, soit l'établissement d'une taxe différentielle au profit des eaux-de-vie naturelles.

De toutes les mesures proposées, deux seulement devaient aboutir : le rétablissement du privilège et la différenciation des titres de mouvement des alcools de vin et des alcools d'industrie, accordée restrictivement par la loi du 31 mars 1903 aux seuls bouilleurs dont la distillation est contrôlée et étendue progressivement à tous les bouilleurs de cru.

Examinons rapidement comment a été rétabli le privilège.

Le rapport Morlot (8 mars 1904) résume les nombreuses propositions de lois relatives au régime des bouilleurs de cru et les classe en cinq catégories. Celles qui sont relatives : 1° à l'abrogation des dispositions de l'article 10 de la loi du 29 décembre 1900 ; 2° à l'allocation en franchise ; 3° à l'extension du privilège à de nouvelles matières mises en œuvre ; 4° à l'extension du privilège à de nouvelles catégories de bouilleurs ; 5° à l'extension du privilège lui-même.

Un nouveau rapport de M. Morlot est déposé le 8 mars 1905.

Le gouvernement, ému des critiques du régime de la loi du 31 mars 1903, dépose un projet pour en atténuer les rigueurs. Entr'autres mesures libérales, le projet autorise la substitution du métayer au propriétaire pour l'allocation en franchise ; il dispense de l'indication du volume et du rendement présumé de la matière première, il atténue la responsabilité collective des syndicats et distilleries coopératives, enfin il étend à tous les bouilleurs de cru le bénéfice de l'acquit blanc prévu par l'article 23 du 31 mars 1903 (ancien article 8 de la loi du 2 août 1872).

Ces dispositions font l'objet des articles 12 à 18 de la loi du 27 avril 1905. La loi du 27 et 28 février 1906 rétablit pleinement le privilège : « Les propriétaires distillateurs de marcs, vins, cidres et poirés, prunes, cerises et lies provenant exclusive-

» ment de leurs récoltes sont affranchis de toute
» déclaration préalable et affranchis de l'exercice à
» partir du 1^{er} mars 1906. »

La nouvelle loi maintient la surveillance de la fabrication, de la vente et de la circulation des alambics, mais les alambics des bouilleurs de cru ne sont plus astreints aux scellés et les récoltants ne sont plus obligés de contresigner le cahier du loueur d'alambic (Circulaires de l'administration des contributions indirectes du 28 février et 18 avril 1906).

Enfin la loi des finances du 17 avril 1906 accorde aux bouilleurs — même sous le nouveau régime — la faculté de se prévaloir des avantages de l'acquit blanc, à condition toutefois qu'ils ne soient pas sous le coup de la loi du 6 août 1905, article 6, qui inflige une sorte de déchéance aux producteurs « qui se seront livrés à l'opération du sucrage en première cuvée » ; ils sont privés de l'acquit blanc même, et c'est ici le cas visé, s'ils ont effectué légalement l'opération du sucrage.

La même loi autorise le bouilleur à transporter en franchise du local de la brûlerie dans sa cave, l'alcool obtenu en distillant sa propre récolte.

La restitution du privilège consommée par la loi du 27 et 28 février 1906 ne donnait satisfaction qu'au programme minimum des revendications viticoles en matière d'alcools de vins.

Les mesures réclamées, monopole, prime, taxe différentielle, étaient pour la plupart antérieures à la

loi du 28 février 1903 sur les sucres. L'idée du monopole remontait à une trentaine d'années et avait été soutenue avec opiniâtreté par M. Alglave son promoteur, M. Martin et M. Guillemet ; la prime à la distillation dont M. Augé était le promoteur avait été soumise à l'appréciation tour à tour favorable et défavorable des Congrès viticoles dès 1901 ; enfin, dès 1902, le rapport de M. Clémentel et le projet de loi de MM. Lauraine et Honoré Leygues à la Chambre avaient appelé l'attention sur la taxe différentielle. Ces différents systèmes furent, à partir de 1903, l'objet de revendications énergiques au Parlement.

S'il apparaissait nettement aux viticulteurs que la loi sur les sucres allait provoquer la surproduction artificielle par fabrication clandestine de vins factices, un des premiers remèdes proposés contre la surproduction naturelle au lendemain de 1900 — à savoir la distillation seule capable de supprimer les excédents et de relever les cours — s'imposait tout naturellement au législateur prévoyant. Mais que faire de l'eau-de-vie obtenue ? L'écouler en fraude ou la vendre ? Pour la vendre, il fallait pouvoir la céder à un prix sensiblement égal à celui de l'alcool d'industrie. Or, le coût de production de celui-ci oscille de 25 à 35 francs. Si l'on évalue à 7 ou 8 francs l'hectolitre de vin à 10 degrés, et si l'on ajoute 1 franc par hectolitre pour frais de fabrication, le coût de production de l'hectolitre de l'alcool de vin est de 80 ou 90 francs. La concurrence n'est possible que si l'on intervient pour

combler l'écart, ce qui ne peut se faire qu'en donnant des encouragements à l'alcool de vin sous forme de primes ou de détaxes, ou en surtaxant l'alcool d'industrie.

Le premier système proposé est celui du monopole de l'alcool. On ne voit pas du premier abord comment le monopole peut favoriser l'alcool de vin. Il peut cependant fonctionner au profit de la viticulture de deux façons : 1° l'Etat monopolise, achète une certaine quantité de vin ou une certaine quantité d'alcool de vin, suivant que le monopole est un monopole intégral de fabrication et de vente ou un monopole de vente, et ce contingent répond aux exigences des viticulteurs ; 2° l'Etat consent à le payer plus cher que l'alcool d'industrie (toutes choses étant égales d'ailleurs) ; d'autre part, l'Etat peut limiter de plus en plus la quantité d'alcool d'industrie livrée à la consommation, soit en fixant un contingent restreint, soit en aiguillant l'alcool d'industrie vers la dénaturation.

Tel est au point de vue viticole l'intérêt du monopole de l'alcool. Il existe évidemment un très grand nombre d'autres points de vue par lesquels on essaie de le justifier : hygiène, intérêt fiscal, etc. Ce serait sortir du cadre de cette étude que de les examiner.

Le monopole a été acclamé par le Congrès viticole de Béziers, janvier 1905. Mais à quel monopole se réfère-t-on ? Monopole intégral de fabrication, rectification et vente, ou monopole de vente, ou monopole de la bouteille fiscale, ou monopole de l'alcool industriel, ou monopole de l'alcool dénaturé ?

Deux projets ont été présentés à la Chambre pendant la crise ; l'un de MM. Astier, Chaignes et Ruau (27 février 1903¹) l'autre de MM. Jaurès et Aristide Briand lors de la discussion de la loi des finances de 1904². Tous deux sont des monopoles de fabrication et de rectification.

Quel est celui des deux que vise le vœu du Congrès de Béziers ?

Il semble bien que ce soit celui de M. Jaurès, qui seul contient des dispositions favorables aux bouilleurs.

En voici l'économie dans ses grandes lignes :

A partir du 1^{er} janvier 1905 (art. 26) l'Etat aura le monopole de la fabrication, de la rectification et de l'importation de l'alcool.

Les fabriques d'alcool de grosse production seront rachetées au moyen d'obligations trentenaires : les autres distilleront sous le contrôle de l'Etat qui leur assurera un boni de fabrication sur un contingent fixé par lui. Elles pourront demander à être rachetées.

L'Etat vendra l'hectolitre d'alcool 320 francs en sus du coût de production.

Il cèdera au prix coûtant l'alcool dénaturé.

Voici les mesures spéciales dont bénéficient les bouilleurs :

¹ Taquet. Rapport de la Commission extra-parlementaire des alcools, vins et spiritueux (1902), 1906, p. 709-752.

² Taquet. *Id.*, p. 693-708.

L'Etat achètera tous les ans aux producteurs de vins, de cidre et de poiré une quantité de marcs et de résidus proportionnés à l'importance de leur récolte... le contingent de production réservé aux usines de tout ordre distillant les produits et sous-produits des producteurs de vins, cidres, poirés et fruits sera d'au moins 500.000 hectolitres (art. 36).

Un fonds permanent de 10 millions sera consacré par l'État à des usines coopératives agricoles de distillerie, jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur de l'usine.

Mais, à part le vœu du Congrès de Béziers que rien ne faisait prévoir et que tous les Congrès suivants ont repoussé, les revendications viticoles relatives à l'alcool ne portent point sur le monopole. D'ailleurs, n'est-il pas significatif qu'aucun représentant officiel de la viticulture n'ait formulé en son nom au Parlement quelques projet de loi de ce genre ?

La prime à la distillation et la taxe différentielle se disputent beaucoup plus incontestablement la faveur du public viticole.

La prime que proposait M. Augé consistait en une indemnité de 50 centimes par hectolitre accordée au propriétaire distillant son vin, et payée à l'aide d'une légère surtaxe du droit de circulation porté de 1 fr. 50 à 2 francs.

L'idée, accueillie favorablement tout d'abord, fut repoussée. On reprochait au système des primes de favoriser les mauvais vins aux dépens des bons. Aucune

proposition de loi n'a été émise depuis 1901 portant institution d'une prime à la distillation. Il semble cependant que depuis quelques temps elle reconquière le terrain perdu : c'est au système des primes que se rallie le rapporteur du Congrès viticole du Sud-Ouest ¹ (Bordeaux, 14 janvier 1907).

C'est encore ce système que compte établir par une contribution volontaire, le cartel projeté entre betteraviers et viticulteurs ² (allocation de 40 francs par hectolitre d'alcool de vin jusqu'à concurrence de 24 millions) obtenue par les cotisations : 1° de 50 centimes par hectolitre de vin (surajoutés au droit de circulation) ; 2° de 60 centimes de surtaxe par hectolitre et par degré obtenu pour les vins de sucre.

Cependant, c'est encore la taxe différentielle qui alimente les discussions parlementaires, et c'est elle qui inspire la plupart des projets d'établissement d'un régime de faveur, au profit des alcools de vin.

La taxe différentielle consiste en un régime d'inégalité de traitement au point de vue fiscal entre l'alcool de vin et l'alcool d'industrie. On fait jouer la taxe de façon à ce que l'écart fiscal corresponde à

¹ *Annales de la Société des viticulteurs de France*, p. 105-110, t. IX, 1907.

² *La Betterave et la Vigne*. Projet d'entente publié par le Comité permanent d'alliance de la Viticulture et du Commerce en gros des vins et spiritueux. (Paris, Société anonyme des publications périodiques, 13, quai Voltaire, 1907.)

peu près à l'écart du coût de production. Divers procédés sont possibles : tantôt on détaxe l'alcool de vin, tantôt on surtaxe l'alcool d'industrie ; parfois les deux systèmes sont employés simultanément pour éviter un déficit dans le rendement de l'impôt. Généralement, quand on procède par détaxe simple, on admet la suppression du privilège, pour compenser par la « suppression des fraudes sur les alcools » la diminution des recettes de l'impôt. On affecte aussi, généralement une certaine allocation sous forme de prime à la dénaturation aux alcools d'industrie qui consentent à céder la place du marché de bouche pour être employés aux usages industriels.

Dès 1902 deux projets de lois sont déposés à la Chambre, le projet Lauraine et le projet Leygues. Le projet Lauraine établit un droit de 270 francs sur l'alcool d'industrie et de 200 francs sur l'alcool de vin. Le projet Leygues fixe ces droits à raison de 270 fr. sur les alcools d'industrie et 220 francs sur les alcools de vin. Il spécifie, en outre, que le dénaturant sera gratuit.

Le rapport Clémentel (1902), présenté au nom de la commission d'enquête sur les causes de la crise viticole, se préoccupe surtout d'étendre le débouché des alcools dénaturés dont le marché est la clef de voûte du système ; il prévoit notamment des droits sur les pétroles, soit à la circulation, soit à la fabrication.

En 1905, M. Clémentel à la Chambre et M. Gauthier au Sénat, proposent sans succès une taxe diffé-

rentielle de 240 francs sur les alcools d'industrie et de 180 francs sur les alcools de vins. Enfin, le 12 avril 1906, M. Nègre propose au Sénat une taxe de 240 francs sur les alcools d'industrie, de 200 fr. sur les alcools de vin, et une prime de 20 francs par hectolitre pour les alcools dénaturés. Sur les observations de M. Boudenoot, rapporteur, et de M. Poincaré, ministre des finances, cette dernière tentative est repoussée.

L'échec de la taxe différentielle se motivait d'ailleurs par deux raisons :

1° Le système des acquits de couleur différente en matière de spiritueux, correspondant à celui usité pour les vins naturels et les vins artificiels, en désignant nettement la nature du produit, rendait toute confusion impossible et permettait au consommateur de choisir, en connaissance de cause, entre les deux espèces d'alcool.

2° Des avantages successifs étaient accordés à la dénaturation des alcools : La loi du 16 décembre 1897 avait abaissé déjà la taxe de dénaturation de 37 fr. 50 à 3 francs ; le 29 décembre 1901 cette taxe est remplacée par un droit de statistique de 0 fr. 25 ; la loi du 29 novembre 1905 établit une prime de 10 francs destinée à rembourser les frais d'achat du dénaturant (frais légèrement inférieurs).

Ainsi, du côté des alcools, la politique viticole ne remportait que de légers avantages ; elle obtenait satisfaction complète du côté du mouillage et du sucrage.

III. — La lutte recommence dès 1904.

Certains négociants peu scrupuleux désirant fabriquer clandestinement des vins de sucre ou mouiller leur vin déjouaient l'exercice qui aurait fait apparaître des excédents en portant des entrées imaginaires par des acquits fictifs. Ces acquits, rédigés comme des acquits ordinaires, étaient destinés à accompagner des chargements à destination de la cave du négociant. L'acquit était levé sans chargement subséquent et permettait ainsi de justifier les fabrications clandestines.

D'autre part, par suite du régime spécial du commerce des vins à Paris, certains négociants dans cette ville achetaient des vendanges fraîches et s'en servaient pour élaborer des vins factices.

C'est contre ces deux sortes de fraudes qu'est dirigée la loi du 18 juillet 1904 rapportée par M. Chaignes à la Chambre et par M. Dubost au Sénat.

Cette loi édicte deux sortes de dispositions : à l'égard des acquits fictifs elle spécifie que les acquits devront porter la signature du récoltant et être visés en cours de route, afin de permettre au service de s'assurer de la réalité du chargement. Le visa sera exigé à partir de 20 hectolitres. C'est l'extension au vin du principe posé par l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 en matière d'alcool.

D'autre part, à l'égard de la fabrication parisienne, elle emporte prohibition dans Paris de la fabrication

des boissons fermentées, autres que le cidre et la bière. Toutefois la fabrication par les épiciers de boissons de ménage à emporter titrant moins de 2 degrés est tolérée (Circul. de l'Administr. des Contrib. indir. nos 572 et 595).

Les infractions aux dispositions de cette loi sont punies des pénalités de la loi du 28 février 1872, (art. 1).

La loi du 6 août 1905 relative à la répression des fraudes sur les vins et les spiritueux, rapportée à la Chambre par M. Lauraine, au Sénat par M. Monis, renforce encore ces mesures (art. 9 à 15).

L'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1904 est ainsi modifié: « les dispositions du premier paragraphe de » l'article 8 de la loi du 16 décembre 1897 sont » étendues aux chargements de vin de plus de » 10 hectol. (visa), (art. 12) ». L'article 2 de la loi du 18 juillet 1904 est étendu à toutes les expéditions de vins par acquits à caution, quelle que soit la quantité (signature du récoltant) article 10.

L'article 10 autorise le récoltant à rechercher dans les registres de la recette ruraliste s'il n'a été fait aucun abus frauduleux de son nom.

En ce qui concerne le commerce des boissons hygiéniques à Paris, l'article 11 interdit dans la ville de Paris toute préparation de liquides fermentés autres que les bières. En conséquence, l'introduction de raisins de vendanges dans la ville de Paris est

interdite. (Les raisins frais de table expédiés en franchise restent assimilés aux fruits.)

Enfin, article 9 : « A partir du 1^{er} janvier 1906, toute personne exerçant dans Paris la vente des vins en gros sera tenue de placer dans les entrepôts publics les boissons destinées à la vente. Une tolérance est accordée jusqu'au 1^{er} janvier 1916 à ceux dont les locaux auront été agréés par l'Administration pour servir d'entrepôts fictifs. En d'autres termes, l'exercice est imposé au commerce parisien. Les infractions à toutes ces dispositions sont punies des peines portées à l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872. »

Il faut ajouter, en outre, que la loi du 6 août 1905 modifie le dernier paragraphe de l'article 3 de la loi du 6 avril 1897 pour comprendre les piquettes dans les prohibitions qu'elle édicte : « La circulation des boissons de marcs, piquettes provenant de l'épuisement des marcs par l'eau, sans addition d'alcool, de sucre ou de matières sucrées est interdite » (art. 12).. sauf quand elle n'a pas lieu en vue de la vente. Enfin l'article 8 institue la surveillance des marcs : « Tout expéditeur de marcs de raisins et de lies sèches » sera tenu de se munir à la recette la plus proche » d'un passavant de 0 fr. 10 indiquant le poids » expédié et l'adresse du destinataire. »

Ainsi vis-à-vis du mouillage la loi du 6 août 1905 complète et développe le système inauguré par la loi du 18 juillet 1904.

Cependant sur ce point elle constitue la réalisation d'un programme minimum. La politique viticole exigeait, en outre, la déclaration obligatoire des récoltes et le refus d'acquits pour les quantités supérieures à la déclaration et la suite du vin non seulement en volume mais en degré, la surveillance intégrale s'exerçant à la propriété et au débit. Le projet Cazeaux-Cazalet posant le principe de la déclaration obligatoire et publique de récolte à la mairie et à la recette avec affichage des sorties, de la suite des vins en volume et en degrés énoncés sur les acquits et sur les barriques, le projet Bartissol exigeant l'indication du degré dès la déclaration de récolte et l'affichage du degré au débit, furent successivement écartés.

On ne gardait donc que le visa en cours de route, et l'exercice — même à Paris — du négociant.

La loi du 6 août 1905 prévoyait non seulement le mouillage mais le sucrage. Pour prévenir le sucrage clandestin, trois systèmes étaient possibles : celui de la suspicion légitime, de la détention d'une certaine quantité de sucre chez les possesseurs de produits viticoles, ou système de la loi du 28 janvier 1903 ; celui de la suite des sucres à l'aide de titres de mouvement, comme les boissons de leur matière première (vendanges pour le vin, vin pour l'alcool) ; ou suite des sucres combinée avec une surtaxe des sucres allant aux vendanges. Par le second système, on s'assurait que les quantités légales pour le sucrage n'étaient pas dépassées ; par le troisième, on imposait au vin de

sucré un régime analogue, à celui des vins de raisins secs, c'est-à-dire qu'on rendait la fabrication légale pratiquement impossible, tout en s'assurant que la loi ne serait pas tournée. Aucune proposition de vinage en franchise destiné à concurrencer le sucrage ne fut émise comme en 1903 (M. Salis).

Le système adopté par la loi du 6 août 1905 consiste en une extension du principe de la détention suspecte du sucre, et dans l'organisation de la suite partielle des sucres. La surtaxe proposée par le rapporteur, M. Lauraine, et celle proposée par MM. Aldy, Sarraut, Doumergue, furent repoussées. Selon M. Lauraine, le sucrage en première cuvée était supprimé, sauf en ce qui concerne les vins mousseux, et certains crus spéciaux ; le sucrage en deuxième cuvée était toléré dans les limites des lois précédentes mais le sucre en ce cas était imposé d'après le demi-droit du tarif général des alcools, sur l'alcool obtenu par conversion du sucre, — défalcation faite, bien entendu, du droit de consommation du sucre. Le sucrage revenait à 1 fr. 10 le degré-hectolitre (sans le prix d'achat) ; on appliquait en partie aux vins de sucre le régime des vins doux imposés d'après le demi-droit de l'alcool qu'ils contiennent (loi du 13 avril 1898, art. 22). Selon MM. Aldy, Sarraut et Doumergue, la surtaxe aurait porté sur tout le droit de l'alcool obtenu par conversion (défalcation faite du droit de consommation du sucre). Le vin de sucre serait ainsi revenu à 2 fr. 40 le degré.

La surtaxe, sur les observations des représentants du Rhône et de la Bourgogne, fut rejetée.

Restait la suite des sucres qui fut adoptée avec des atténuations. Elle n'est imposée 1° que pour des quantités supérieures à 50 kilos ; 2° si ces quantités sont à destination d'une personne dont le commerce ou l'industrie n'en comporte pas l'emploi. Dans ce cas, le sucre ne peut circuler qu'accompagné d'un acquit-à-caution qui sera remis à la Régie par le destinataire dans les 48 heures (art. 3). Tout négociant (c'est-à-dire marchand de sucre) qui aura été convaincu d'avoir, en violation des dispositions de l'article précédent (3), livré sans acquit-à-caution du sucre par quantités supérieures à 50 kilos, sera assujetti pendant la campagne en cours et la campagne suivante à tenir un compte d'entrées et de sorties des sucres bruts et à se soumettre aux vérifications de la Régie. Le principe de la suite partielle avait été manifestement inspiré par le désir de ne pas gêner par l'exercice les 150.000 épiciers qui eussent été atteints par l'application de la suite intégrale.

Quant au système de la détention suspecte, il est élargi et étendu.

L'art. 7 § 2 de la loi du 28 janvier 1903 était ainsi conçu : « Toute personne qui en même temps que des vendanges, moûts ou marcs de raisins désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilos, est tenu de faire préala-

blement la déclaration et de fournir justification d'emploi ».

Sur l'observation des représentants du Midi, qui firent valoir la possibilité d'utiliser la fermentation incomplète des vins nouveaux pour la fabrication clandestine des vins de sucre, les mots « vin destiné à la vente » furent insérés dans la nouvelle rédaction (art 2).

Mais les cafetiers et détaillants auraient été sous le coup de la loi, comme le firent remarquer les représentants de Paris : ils auraient été exercés pour le sucre qu'ils détiennent. L'article 3 de la loi les exonère de cette obligation : « Les dispositions de l'article 2 ne sont applicables aux détaillants que si en même temps que des vins destinés à la vente ils détiennent des vendanges, moûts, lies, marcs de raisins, ferments ou levûres ».

Tout détenteur d'une quantité de sucre ou de glucose supérieure à 200 kilos et dont le commerce ou l'industrie n'en comporte pas la possession est tenu de faire une déclaration à la Régie et de se soumettre aux visites des employés des contributions indirectes (art. 3.)

Il faut enfin ajouter que la loi du 6 août 1905 restreint à la période des vendanges la fabrication du vin de sucre prévue par l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 (art. 1^{er}).

La loi du 6 août 1905 apparaissait donc comme une cote mal taillée, mais nous verrons que le pro-

jet du gouvernement déposé le 24 mai 1907 et celui de la commission que l'on discute depuis le 8 juin devaient donner entière satisfaction à tous les desiderata des viticulteurs.

Parallèlement au mouvement qui se dessinait dans la viticulture et qui devait aboutir sinon à l'éviction des succédanés du moins à leur élimination légale par une extension abusive des lois sur la tromperie et la falsification, d'autres industries, principalement agricoles, tentaient de se débarrasser avec plus ou moins de succès de leurs concurrents : le beurre, de la margarine (16 avril 1897), le sucre de la saccharine (art. 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902) ; le moment semblait venu d'englober dans une vaste charte toutes les dispositions d'ensemble d'un protectionnisme agricole d'autant plus insidieux que la plupart des produits agricoles sont des denrées alimentaires pour la défense desquelles on fait intervenir des considérations d'hygiène et la santé publique. Mais en même temps, à mesure qu'on se rendait compte de ces divers domaines de l'inefficacité des moyens employés pour réfréner la concurrence des succédanés, il apparaissait nécessaire d'élargir le système pour comprendre un plus grand nombre de cas et de renforcer les dispositions pénales. C'est de cette conception qu'est issue la loi du 1^{er} août 1905.

L'exposé critique de cette loi dépasserait les limites de ce travail ; qu'il nous suffise d'en indiquer les grandes lignes dans la mesure où elle complète et

parachève l'évolution de la production légale de la viticulture par l'extension du procédé pénal.

Elle définit plus compréhensiblement que la loi de 1851 la tromperie et la falsification. Elle assimile à un délit « la tromperie ou la tentative de tromperie, soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises, soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après les conventions et les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuée aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente, soit sur la quantité des choses livrées ou de leur identité, par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat. »

Un second degré dans la tromperie est marqué par l'usage de faux poids ou de fausses mesures, de manœuvres destinées à fausser l'analyse, le dosage, pesage et mesurage, ou de modifier frauduleusement la composition des marchandises, soit enfin par l'indication frauduleuse tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte (art. 2).

La loi punit la falsification.

1^o Dans son origine même; dans le fait de falsifier des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels, destinés à être vendus.

2^o Dans le fait d'exposer ou de mettre en vente

ces mêmes produits qu'ils sauront être falsifiés, corrompus ou toxiques.

3^o Dans le fait d'exposer, de mettre en vente ou de vendre sous forme indiquant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels, et dans la provocation à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces, instructions quelconques.

Un second degré dans la falsification est constitué par la toxicité des produits falsifiés. La loi punit la détention soit de faux poids, ou instruments de mesure inexacts, soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons, etc. qu'ils savaient être falsifiés soit de produits sous forme indiquant leur destination propres à falsifier.

La détention de substances falsifiées nuisibles constitue une aggravation.

Mais si la loi du 1^{er} août 1905 précise des faits prévus par la loi du 27 mars 1851, et si elle en comprend d'autres, qu'elle ne prévoyait pas explicitement (par exemple vente de substances ou publicité de procédés destinés à falsifier qui ne peuvent être poursuivis que par voie oblique de complicité), elle a surtout pour effet de renforcer les pénalités. La tromperie était punie d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts ni être infé-

rieure à 150 francs, le tout sans préjudice de confiscation (art. 423); de même la falsification quand il s'agit de substances non nuisibles. La tromperie et la falsification au premier degré sont punis par la loi du 1^{er} août 1905 d'un emprisonnement de 3 mois au moins et d'une amende de 100 francs au moins et de 5.000 francs au plus, ou de l'une de ces deux peines.

L'emprisonnement peut être porté à deux ans, en cas de tromperie au second degré; de même la falsification du deuxième degré est toujours punissable d'emprisonnement (de 3 mois à 2 ans) et subsidiairement d'une amende de 500 francs à 10.000 francs.

La détention d'objets destinés à tromper l'acheteur ou de substances falsifiées est punie d'une amende de 50 francs à 3.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de 3 mois au plus ou de l'une de ces deux peines seulement,

S'il s'agit de substances falsifiées et nuisibles, l'emprisonnement devra être appliqué; il sera de 3 mois à 1 an et l'amende de 100 francs à 5.000 fr.

Le taux de ces amendes est visiblement calqué sur celui des amendes fiscales de la loi du 28 février 1872 (500 à 5.000 francs d'amende).

Il résulte de ces pénalités nouvelles, deux conséquences :

1° L'abrogation de l'article 423, du paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, de la loi du 27 mars 1851 et de celle du 5-9 mai 1855 (art. 14);

2° L'application des pénalités nouvelles et leur substitution aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois ; notamment article 7 de la loi du 14 août 1889, art. 2 de la loi du 11 juillet 1891, art. 1^{er} de la loi du 24 juillet 1894 relative aux fraudes commises dans la vente des vins, art. 3 de la loi du 6 avril 1897 concernant les vins, cidres et poirés (article 15). Ainsi les pénalités de toutes ces lois se trouvent indirectement renforcées.

D'autre part, la loi du 1^{er} août 1905 marque au point de vue doctrinal une confusion entre le point de vue pénal et le point de vue fiscal (art. 5).

« Sera considéré comme étant en état de récidive légale, quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

» 1°... 2°... des vins, cidres et poirés (loi des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897). 3°... 4°... 5°... 6° des sucres (loi du 28 janvier 1903, article 7, loi du 31 mars 1903, article 32).

» Aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi. »

L'article 11 abandonne à des règlements d'admi-

nistration publique les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi.

Notamment en ce qui concerne :

« 1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi.

» 2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes à titre de garantie de la part de vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente ou de la mise en vente.

» 3° Les formalités nécessaires pour opérer des prélèvements d'échantillons et procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes.

» 4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur des principes utiles des produits où à reconnaître les falsifications.

» 5° Les autorités qualifiées pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur sont conférés pour recueillir des éléments d'informations auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transport ».

Un décret du 31 juillet 1906 réglemente la procédure de la loi et organise les services destinés à réprimer les fraudes.

Il distingue un service de prélèvements et un service de laboratoires. Aucune création administrative n'est faite à proprement parler ; on se borne à agréer un certain nombre d'agents assermentés, commissaires de police, commissaires de surveillance, agents de contributions indirectes et des douanes, inspecteurs des halles, marchés et abattoirs, agents d'octroi agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, et un certain nombre de laboratoires municipaux, universitaires, etc. Il ne faut pas oublier que les agents de la Régie, en matière de fraudes, ont vu réglementer très étroitement leur droit de visite domiciliaire par la loi du 6 août 1905 (art. 14 -18) qui subordonne à des prescriptions très rigoureuses la visite des locaux servant exclusivement à l'habitation des particuliers non soumis à l'exercice. Il faut : 1° une ordonnance du président du Tribunal civil ou du juge de paix qui ne pourra être délivrée qu'après exposé des motifs sur lesquels la Régie base ses soupçons de fraude ; 2° l'ordre de visite énoncera ces motifs (qui en aucun cas ne pourront avoir pour base une dénonciation anonyme) ; 3° cet ordre de visite sera visité par l'officier de police judiciaire qui accompagnera les agents. Il faut encore noter que depuis la loi de finances du 30 décembre 1903, art. 24, les

déclarations des agents n'ont plus force probante et ne font foi que jusqu'à preuve contraire.

Deux circulaires du ministre de l'agriculture, l'une du 26 février, l'autre du 20 février 1907, visent le fonctionnement des services de prélèvement et celui des laboratoires agréés par l'Etat.

Enfin des méthodes officielles d'analyse ont été insérées successivement à l'*Officiel* depuis le 18 janvier dernier.

Un règlement d'administration publique relatif aux vins a été envoyé le 3 juin au Conseil d'Etat.

Ce règlement définit le vin et détermine, pour en fixer les limites, l'opération œnologique licite, en même temps qu'il précise les conditions de l'emploi d'une marque régionale et de la dénomination de vin mousseux.

« Aucune boisson ne peut être détenue ou transportée en vue de la mise en vente ou vendue sous le nom de vin que si elle provient exclusivement de la fermentation alcoolique du raisin frais ou du jus de raisins frais » (art. 1).

L'art. 2 a pour but de former la contre-partie de la loi du 11 juillet 1891, il définit les opérations œnologiques licites en ce qui concerne les vins, coupages, congélation, collage à l'albumine pure, sang frais, caséine pure, gélatine pure, colle de poisson, addition de tannin pur dans la mesure indispensable pour effectuer le collage, acide sulfureux pur provenant de la combustion du soufre jusqu'à concurrence de

de 0 gr. 350 d'anhydride sulfureux par litre, bisulfite de potassium pur dans la proportion de 20 grammes par hectolitre correspondant à 0 gr. 100 d'anhydride sulfureux compris dans les 0, 350 d'acide citrique jusqu'à la dose de 0 gr. 5 par litre.

En ce qui concerne les mouûts, addition de sucre et de plâtre non calcaire dans les proportions et conditions légales, de biphosphate de chaux pur dans la proportion maxima de 350 gr. par hectolitre, d'acide sulfureux ou de bisulfite de potassium pur dans la proportion maxima de 10 gr. par hectolitre, de tanin et d'acide tartrique dans les mouûts insuffisamment acides.

Le règlement, laissant à des décrets le soin de préciser les zones régionales, les crus de Champagne, Bordeaux, Bourgogne, « interdit l'addition ou la substitution à la dénomination de vin de tout qualificatif ou de toute indication susceptible de créer une confusion ou de nature à laisser supposer que le vin dont il s'agit provient d'une région, d'une localité, d'un cru, d'une propriété ou d'un cépage dont il ne provient pas en totalité.

» Notamment en ce qui concerne les récipients et emballages, étiquettes, capsules, bouchons, cachets, les papiers de commerce, factures, catalogues, prix-courants, prospectus, enseignes, affiches, tableaux, réclames, annonces, et tout autre moyen de publicité.

» Dans le commerce de détail, les fûts et récipients, emballages, etc., doivent porter une inscrip-

tion apparente indiquant la dénomination sous laquelle ils sont mis en vente. »

Ces dispositions ne s'appliquent pas au commerce de gros d'exportation.

Ainsi, sous prétexte d'assurer la protection des marques d'origine, le règlement organise entre les vins naturels la même discrimination que la loi de 1889 entre les vins naturels et les vins factices.

Pendant que le règlement est soumis au Conseil d'Etat, une nouvelle loi contre le mouillage et le sucrage des vins est en discussion à la Chambre. Un projet du gouvernement a été déposé le 24 mai à la Chambre, et le rapport de la Commission des boissons a été mis en discussion dès le 8 juin.

Le projet du gouvernement comprenait quatre sortes de dispositions : 1° La déclaration obligatoire des récoltes ; 2° la surtaxe des marcs allant au sucrage (40 francs au lieu de 25) et la prohibition du sucrage en deuxième cuvée ; 3° la suite des sucres pour les quantités supérieures à 25 kil. ; 4° la limitation du nombre des débits et leur fermeture en cas de récidive pour infraction aux lois sur la fraude.

Le projet de la Commission des boissons est plus étendu et comprend 14 articles.

Il organise :

1° La déclaration des récoltes, la suite en volume et en degré et la suite des levûres ;

2° La suite des sucres — tant bruts que raffinés — par 25 kilogr. ;

3° La surtaxe des sucres allant au sucrage (65 fr.)
— et la prohibition des vins de sucre ;

4° La limitation des débits ;

5° L'action en justice des Syndicats ou Unions syndicales pour la poursuite des infractions aux lois sur les fraudes et les falsifications. Le gouvernement et la commission sont tombés d'accord sur tous les points.

Le groupe viticole a fait des réserves en ce qui concerne la déclaration de récolte où il aurait voulu voir figurer le degré du vin, la surtaxe du sucre employé au sucrage, étendue à la détention de plus de 15 kilogr. quand il n'a pas été fourni d'emploi ; la suite de sucre qu'il aurait désiré voir instituée à partir de 15 kilogr.

L'article premier a été adopté à la Chambre.

« Chaque année après la récolte tout propriétaire, fermier, métayer, récoltant du vin qu'il destine à la vente devra déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou qu'il exploite ;

2° La quantité totale de vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves ;

3° S'il y a lieu, le volume des vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume de celles qu'il aura reçues.

Cette déclaration sera inscrite sous le nom du déclarant sur un registre restant à la mairie et qui

devra être communiqué à tout requérant. Elle sera signée par le déclarant sur le registre ; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise par les soins de la mairie au receveur ruraliste de la localité qui ne pourra délivrer au nom du déclarant des titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte de la mairie.

.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de 100 à 1.000 francs.

Un amendement de M. Aldy relatif à la déclaration du degré est repoussé. La déclaration, suivant les explications du ministre des finances, sera contrôlée par le service (c'est un service atténué); les levûres seront suivies du titre de mouvement (art. 4.). L'article 5 adopté prévoit la fabrication, vente, mise en vente de produits destinés à maquiller les vins, à les bouqueter, à les guérir de leurs maladies (art. 5); le pivot de la discussion porte sur les articles 6 et 7 qui instituent la surtaxe des sucres allant aux vendanges et la suppression du sucrage en deuxième cuvée.

Un amendement de M. Bouveri proposant la suppression absolue du sucrage est rejeté. Entre deux séances, les représentants des intérêts sucriers décla-

rent dans une conférence avec les représentants des intérêts viticoles qu'ils sont prêts à accepter la surtaxe de 0 fr. 65 contre l'abaissement à 0 fr. 02 des droits de consommation sur le sucre ; abaissement compensant la diminution de la consommation de sucre en œnologie. Cette proposition ayant été repoussée, la surtaxe de 65 fr. est rejetée à la Chambre, et ramenée à 40 fr. L'interdiction du vin de sucre de deuxième cuvée et des piquettes est aussi rejetée : après une longue discussion marquée par de nombreux amendements, on s'arrête à la limitation du sucrage en deuxième cuvée à raison de 20 kilos par personne et domestique attaché à la personne par 3 hectol. de vendange et jusqu'à concurrence de 200 kilos par vigneronnage. Au moment où nous écrivons ces lignes la discussion dure encore, mais il est à prévoir que par suite de l'intransigeance des représentants de la viticulture les mesures extrêmes proposées par la commission seront rejetées.

En arrêtant à ce point notre exposé du système de la protection légale de la viticulture depuis 1900, qu'il nous soit permis de rappeler brièvement ses principales dispositions : libération du vin, déclaration des récoltes, limitation de la fabrication des vins de sucre, suite des sucres, surtaxe des vins de sucres. Seule la politique à l'égard des alcools n'a pas pleinement abouti et la taxe différentielle a été rejetée.

Sans doute, la loi nouvelle apparaîtra aux viticulteurs comme la réalisation imparfaite de leurs désirs :

la fabrication des vins factices, vins de sucres, vins de marcs, piquettes, dont la vente avait été interdite par les précédentes lois, n'a pas été prohibée. Mais on peut affirmer que le projet, eût-il été voté dans son intégrité, n'aurait pas suffi à contenter les viticulteurs.

Ce n'est pas ici le lieu d'évoquer les circonstances et les appréhensions tragiques pendant lesquelles la nouvelle loi a été débattue et discutée et cependant nous ne pouvons en passant nous dispenser d'y faire allusion, car elles marquent d'une façon émouvante la faillite de tout le système.

La misère supportée patiemment et vaillamment par la population viticole méridionale, soutenue pour un temps par l'espoir d'une reprise, a inspiré un vaste mouvement de meetings de protestation contre la misère. Pendant un mois, dans toutes les capitales du Languedoc, des multitudes affamées d'hommes, de femmes, d'enfants, venus des quatre coins du Midi, ont défilé par centaines de mille pour faire entendre un long cri de désespoir et de révolte, et demander à l'Etat tout puissant le geste libérateur et sauveur. Ainsi, jadis, au moyen âge, lors des épidémies de peste et de lèpre, le peuple affolé encombrait les cathédrales et se répandait au pied des autels. Le saint a changé, mais l'état d'esprit est resté le même, et l'on pourrait noter plus d'une trace du mysticisme ardent de jadis dans le culte passionné dont sont l'objet les promoteurs du mouvement, dont l'un même

est salué du titre significatif de « Rédempteur ». Comme jadis, on demande à la Madone ou aux saints (c'est-à-dire à l'Etat), de conjurer le fléau, et, comme jadis, on s'en remet à sa toute puissance du soin de trouver les voies et moyens. Ce qui frappe en effet, ce n'est pas l'incohérence des revendications, c'est l'absence même de toute revendication. On ne sait plus quelle loi réclamer, quel remède proposer, quelle solution indiquer. Et c'est ainsi que l'on proclame l'abdication des intelligences en face d'un inconnaissable qui les dépasse, pour affirmer la foi de ces intelligences détrônées en un pouvoir surnaturel et magique de l'Etat. Et c'est l'aboutissant logique de tout ce protectionnisme de l'Etat promu au rang d'une idole monstrueuse que l'on aime et que l'on hait tour à tour, mais que l'on craint et devant laquelle on se prosterne pour l'adorer, jusqu'au jour où, dans un mouvement de colère et pour la punir de n'avoir pas exaucé quelque vœu, on porte une main sacrilège sur ses autels.

CHAPITRE II

Les effets de la protection légale de 1900-1907

Quand on veut apprécier les effets de la législation de cette période, on rencontre deux sortes d'obstacles. D'une part, cette législation n'exprime pas toutes les tendances viticoles qui restent de simples virtualités légales dont il est impossible, semble-t-il, d'évaluer l'efficacité probable. D'autre part, si l'on tient à celles-là seules qui ont passé à l'acte, on se trouve en présence de mesures législatives qui se succèdent avec une trop grande rapidité pour qu'on puisse penser que chacune ait eu le temps d'imprimer sa trace sur les faits.

Des considérations pratiques nous permettent cependant de sortir d'embarras, nous dictent un plan et nous suggèrent une méthode.

En effet, on peut observer que cette législation est coupée en deux tronçons ; le premier comprend la période de 1900-1903, complétée et

développée par les dispositions restrictives à l'égard des bouilleurs.

Le deuxième comprend toute la législation qui va de 1903 à 1907 (revision du régime des alcools et sucres). L'unité de développement est brisée par la loi du 26 janvier 1903 qui règle le régime des sucres; c'est parce que, à tort ou à raison, on a estimé que cette loi contrariait les effets de la loi de 1900 que l'on a proposé de revenir sur le régime des bouilleurs et sur le régime des sucres. Dès lors, il nous sera facile de juger cette législation en nous bornant à en étudier les deux points principaux autour desquels viendront se ranger toutes les dispositions ultérieures. Une étude sur la loi de 1900 nous permettra d'apprécier l'efficacité pour la viticulture des dispositions relatives aux vins et aux alcools; une étude de la loi de 1903 nous éclairera sur les effets du régime des sucres à l'égard de la fabrication des vins factices et de la fraude.

Toutes les mesures relatives à la crise et se rattachant à des remèdes légaux à la sous-consommation, à la surproduction, à la fraude, peuvent se greffer sur ces deux lois. Notre exposé sera d'autant plus succinct que nous avons déjà eu l'occasion de traiter la question dans notre précédent ouvrage.

I. — Et tout d'abord la loi de 1900.

La loi de 1900 comporte entre autres deux sortes de mesures : 1° libération du vin (détaxe approxima-

tive de 4 fr. 50 par hectolitre) et surtaxe de l'alcool de 156 francs à 220 francs ; 2^o suppression du privilège du bouilleur de cru.

On constate que la consommation du vin est passée de 36 millions d'hectolitres en 1900 à 43 millions en 1901 et l'on attribue cette augmentation à la loi.

Est-elle l'effet du bon marché du vin ?

Le bon marché rendu plus sensible encore par le dégrèvement aurait sollicité la consommation, dit-on.

Mais la consommation du vin est-elle fonction de son prix ? Les variations du prix du gros ne sont pas nécessairement ressenties par le consommateur, car elles ne se traduisent pas nécessairement par la hausse du prix de détail, et même en ce cas il n'est pas évident que le renchérissement ou l'avillissement du prix doive provoquer nécessairement une augmentation ou une restriction de la consommation. Ainsi, de 1860 à 1875, la consommation taxée est d'une moyenne de 23 à 24 millions d'hectolitres, et cependant les cours oscillent autour d'une moyenne de 10 francs. Les cours doublent ou triplent pendant la période phylloxérique et pourtant la consommation s'accroît de 1875 à 1890 et dépasse une moyenne de 27 millions d'hectolitres.

On pourrait peut-être attribuer cette augmentation à la quantité de vin offert, mais cette quantité se traduit sensiblement par les prix. On peut vérifier par des graphiques que la consommation ne dépend

exclusivement ni des quantités produites ou même offertes, ni des prix ¹.

N'est-elle pas la conséquence de la surcharge fiscale de l'alcool ?

Nous avons démontré que la consommation du vin et de l'alcool étaient antagonistes.

Là où l'on boit plus d'alcool on boit moins de vin, là où l'on boit plus de vin on boit moins d'alcool. Or, pendant la période 1900-1903, la consommation du vin a augmenté et celle de l'alcool diminué. Cela est sensible et pour la France et pour Paris. En effet, voici le tableau de la consommation respective du vin et de l'alcool pour Paris de 1895 à 1900.

	Vin	Alcool		Vin	Alcool
	—	—		—	—
1895	5.010.000	180.000	1898	4.494.000	204.000
1896	4.841.000	182.000	1899	5.360.000	203.000
1897	4.900.000	180.000	1900	6.882.000	115.000

Et voici la consommation taxée respective du vin et de l'alcool pour la France de 1900 à 1903 :

	Vin	Alcool
	—	—
1900	35.903.000	1.782.000
1901	43.438.000	1.346.000
1902	45.906.000	1.258.000
1903	42 048.000	1.368.000

¹ Voir notre livre, graphiques 4, 5, 6, 7.

Pourquoi, à partir de 1900, la consommation taxée de l'alcool a-t-elle diminué? C'est parce que l'alcool a subi une augmentation des droits de consommation et d'entrée.

L'alcool est sensible à son propre prix parce que, par suite des surtaxes fiscales, les variations ont une telle amplitude qu'elles ne peuvent manquer d'atteindre le consommateur.

Nous avons donné un graphique qui montre comment la consommation de l'alcool est en raison inverse de son propre prix et comment la consommation du vin bénéficie des restrictions apportées à celles de l'alcool. Donc, on peut en déduire la conclusion suivante : c'est que ce n'est pas la libération du vin, mais bien la surtaxe de l'alcool qui a entraîné une augmentation de la consommation.

On peut en tirer encore la conséquence suivante : toute mesure qui aura pour effet d'augmenter la consommation frauduleuse ou légale de l'alcool retentira sur la consommation du vin, qui tendra à se restreindre : les viticulteurs doivent donc bien se persuader de ce fait, c'est qu'il est impossible de cumuler les deux marchés de la consommation de bouche et de la distillation.

Cet accroissement de la consommation du vin a donc été acheté aux dépens de l'alcool et, par conséquent, du Trésor.

En effet, la consommation de l'alcool a baissé de 1.782.000 hectolitres en 1900 à 1.346.000 en 1901, à 1.258.000 en 1902 et à 1.368.000 en 1903.

Le fisc attribue ces diminutions à la fraude qui, mettant à profit ce qui reste du privilège, lui aurait causé une perte annuelle de 55 millions de francs, et il confirme cette hypothèse en faisant remarquer que dès 1904 la consommation se relève à 1.520.000 hectolitres.

Il suffit de mettre en regard la consommation respective taxée de vin ou d'alcool à partir de 1903 pour faire apparaître la véritable cause de la reprise en 1904, à savoir une légère baisse de la consommation du vin :

	Alcool	Vin
	—	—
1903	1.368.000	42.048.000
1904	1.520.000	40.000.000
1905	1.387.000	43.680.000

On voit d'ailleurs que, malgré la continuation de la suppression du privilège, la consommation de l'alcool a de nouveau fléchi par suite de la reprise de la consommation du vin.

Si l'on veut évaluer la perte causée au Trésor par la franchise concédée aux bouilleurs, il faut la calculer sur les vingt litres d'alcool pur de l'allocation légale, soit 44 francs, soit, à raison de 500.000 bouilleurs, 20 millions environ de perte. Ainsi le remaniement du régime des bouilleurs, au point de vue de l'exercice, est indifférent au Trésor, puisque cette surveillance n'a pas pour effet nécessaire d'accroître la consommation d'alcool pur. L'explication du phé-

nomène est assez simple. On boit toujours, sous le régime du privilège ou du privilège restreint — réduction faite, bien entendu, de l'influence de la consommation du vin —, un volume sensiblement constant de liqueur alcoolique, mais, dans le premier cas, la liqueur contient une teneur plus grande d'alcool pur et, dans le deuxième cas, elle est diluée.

Indifférent au point de vue du Trésor, le régime des bouilleurs est inutile aux viticulteurs. Que peut-il faire de sa consommation en franchise ? l'écouler en fraude ; mais, dans ce cas, il augmente les quantités d'alcool mises à la disposition de la consommation, et, par là, restreint encore le marché du vin. D'autant plus que, vendant son alcool en fraudant le droit, il avilit le cours des alcools. L'utilise-t-il au vinage, si ce vinage n'est pas contrôlé il risque fort de faciliter le mouillage subséquent et de contribuer ainsi à l'accroissement des stocks de vin.

Le système des primes à la distillation ou de la taxe différentielle, même avec la suppression du privilège, peuvent-ils plus facilement se justifier ?

En laissant de côté la question de savoir s'il est équitable de favoriser les alcools de vins au détriment des alcools du Nord et d'exiger une faveur en échange du milliard de primes accordées à l'industrie sucrière sans tenir compte des bénéfices du régime d'exception du privilège des bouilleurs de cru qu'ils ont procuré de 1875 à 1900 800 millions environ, ni de la surtaxe imposée aux alcools en faveur des vins, soit

150 millions payés annuellement par les alcools et pour la presque totalité par les alcools industriels, il faudrait démontrer :

1^o Qu'il y a surproduction des vins et qu'il n'existe pas d'autre débouché nouveau que la distillation, ni d'autres remèdes à la surproduction.

2^o Que le marché des alcools de dénaturation pourra absorber, même avec la prime de dénaturation, les alcools industriels.

3^o Que le marché des alcools de bouche pourra être occupé normalement par les alcools de vin et qu'il ne se produira ni épuisement de stocks à la suite d'envois intermittents d'alcools suivant les récoltes, ni encombrement par suite de la présence simultanée des alcools de vin et d'industrie.

4^o Enfin que la réforme ne sera pas préjudiciable au Trésor. Ce sont ces quatre conditions qu'il nous faut successivement examiner.

Tout d'abord y a-t-il surproduction ? Pour le savoir, il faudrait tenir compte et de la production et de la consommation, vérifier leur écart et s'assurer si pour d'autres périodes cet écart est moindre. Et par production, il faut entendre non seulement les récoltes mais encore les importations et la fabrication des vins factices. D'autre part, la consommation se compose non seulement de la consommation de bouche, mais encore de la distillation et des exportations. Nous obtenons ainsi pour 1900 à 1906 le tableau suivant :

	Récoltes	Import.	Fabric. artif.
	—	—	—
1900	67.352.000	8.374.000	2.366.000
1901	57.963.000	5.212.000	528.000
1902	39.884.000	3.708.000	1.303.000
1903	35.403.000	4.446.000	3.726.000
1904	66.017.000	6 189.000	2.849.000
1905	56.666.000	6.686.000	1.500.000

	Consom. de bouche	Exportation	Distillation
	—	—	—
	hectolitres	hectolitres	hectolitres
1900	35.963.000	1.650.000	1.860.000
1901	43.438.000	1.835.000	4.125.000
1902	45.906.000	2.022.000	2.625.000
1903	42.048.000	2.051.000	376.000
1904	40.000.000	1.725.000	1.100.000
1905	43.680.000	1.642.000	3.350.000

soit en résumé :

	Ressources	Emplois	Ecart
	—	—	—
1900	78 millions	40 millions	+ 38
1901	61 —	49 —	+ 12
1902	44 —	50 —	— 6
1903	43 —	44 —	— 1
1904	75 —	43 —	+ 32
1905	64 —	48 —	+ 16

soit un écart moyen de 15 millions d'hectolitres.

Si les écarts oscillent de + 38 à — 6, leur moyenne n'a rien d'exagéré l'on peut penser que des marchés à terme auraient pu corriger ces variations.

On peut remarquer en effet que l'écart moyen

peut correspondre sensiblement à la consommation en franchise par le producteur du vin et qu'il ne figure pas à la consommation de bouche taxée.

Si l'on procède au même travail pour la période antéphyllloxérique et phylloxérique, on voit que l'écart moyen n'est pas plus considérable de 1900 à 1906 que de 1860 à 1875 par exemple, et que même pendant la période phylloxérique cet écart n'était pas plus restreint qu'aujourd'hui ¹.

	ressourc. moyen.	consom. moyen.	écart moyen
	—	—	—
1865-1870	49 millions	37 millions	13 millions
1870-1875	52 —	38 —	14 —
1875-1880	51 —	33 —	18 —
1880-1885	39 —	28 —	11 —
1885-1890	32 —	27 —	5 —
1890-1895	46 —	31 —	15 —
1895-1900	44 —	36 —	8 —

Ces considérations nous permettent de couper court à de certaines affirmations.

On déclare, par exemple, que nous récoltons plus de vin qu'autrefois, ce qui est inexact, car si notre récolte moyenne est de 55 millions d'hectolitres environ depuis 1900, et si elle n'était que de 36 millions de 1890 à 1900, en revanche elle s'élevait à 55 millions de 1860 à 1875. On fait valoir qu'autrefois les

¹ Voy. Atger. Op. cit graph (7).

exportations et la distillation étaient plus considérables. Mais l'on oublie l'accroissement constant de la consommation de bouche. Si l'on distillait autrefois, de 1860 à 1875, environ 7 millions d'hectolitres de vin, et si l'on exportait 2 millions et demi d'hectolitres de vin environ, en revanche la consommation taxée n'était que de 25 millions d'hectolitres en moyenne. Aujourd'hui, si la moyenne de nos exportations a sensiblement baissé, moins qu'on ne pourrait le croire cependant, à peine d'un million, en revanche notre consommation taxée de bouche s'est élevée à 43 millions. Ainsi, il n'y a pas crise de surproduction.

D'ailleurs la consommation taxée n'a pas atteint ses dernières limites et tout porte à croire que si l'on menait une campagne énergique et bien organisée contre les apéritifs, on pourrait encore l'accroître ; de même, bien que la concurrence étrangère nous rende la tâche difficile, avec une meilleure organisation maritime, l'abaissement des frais de transport et l'institution d'agences de renseignements et d'assurances, on pourrait peut-être développer les exportations. Mais à tout prendre, telle qu'elle est, la consommation globale suffit à absorber les stocks actuels.

Dès lors, la distillation des vins n'apparaît pas comme une nécessité.

Et, en outre, en supposant que les alcools de vin soient à même de remplacer les alcools d'industrie pour la consommation de bouche, il faudrait démon-

trer que le marché des alcools dénaturés, même avec une prime de 20 francs, parviendrait à absorber tout l'alcool industriel produit.

Or, en 1905, 472.000 hectolitres d'alcool seulement sur 2.800.000 hectolitres avaient été dénaturés, soit à peine un sixième. Peut-on penser que la prime aurait pour effet d'accroître la production des alcools dénaturés de façon à permettre à ce marché d'absorber 2.400.000 hectolitres d'alcool industriel? On invoque l'exemple de l'Allemagne, où la production de l'alcool dénaturé s'élevait à 1.100.000 hect. en 1902, pour démontrer que l'industrie de la dénaturation aurait encore de la marge en France. Mais on oublie le développement exceptionnel de l'industrie chimique allemande et, d'autre part, le coût de production moins élevé de l'alcool allemand. Enfin, si l'on compare pour l'Allemagne les quantités dénaturées aux quantités produites, soit 4.238.000 hectolitres en 1902, on voit que la dénaturation, avec ses 1.100.000 hectolitres, atteint à peine un quart du produit. A ce compte, en supposant que la prime vint à constituer en France des conditions aussi favorables à l'alcool dénaturé qu'en Allemagne, la quantité d'alcool dénaturé atteindrait à peine 700.000 hectolitres.

Il n'y aurait donc de ce chef place sur le marché que pour 300.000 hectolitres d'alcool de vin, ce qui porterait à 400.000 hectolitres les quantités totales des alcools de vin. On pourrait écouler ainsi par distillation quatre millions d'hectolitres de vin tout au

plus. Mais il est à présumer que même avec le système d'une taxe différentielle de 50 francs qui porterait le prix de revient de l'hectolitre de vin distillé à 8 francs environ et lui permettrait de lutter sur pied d'égalité avec les alcools industriels dont le prix de revient est de 35 francs l'hecto environ, le marché des alcools serait bouleversé par le caractère désordonné de la production des alcools de vin. Les années où les cours des vins dépasseraient le prix de 8 ou 10 fr., la distillation tendrait à cesser presque complètement pour croître dans des proportions considérables en temps de grosse récolte. Le marché des alcools se trouverait ainsi encombré et cette crise se répercuterait, par suite de la baisse des cours qui augmenterait la consommation de l'alcool, sur la consommation même du vin qui tendrait à décroître. Enfin il resterait à étudier la question au point de vue fiscal. Pourrait-on faire correspondre la surtaxe aux primes à la dénaturation et à la détaxe des alcools de vin. Surtaxe d'une part, prime et détaxe de l'autre parviendraient-elles à s'équilibrer là où l'on prévoit une surtaxe pour les alcools de bouche ? Et là où on ne prévoit pas de surtaxe à combien se monterait le sacrifice fiscal consenti par l'État. A 20 francs par hecto pour les alcools dénaturés, cet encouragement se monterait à environ 14.000.000 de francs, auxquels il faut ajouter la valeur du dégrèvement des droits sur les alcools de vin, soit à 50 francs, 20 millions de francs environ. On trouvera que c'est payer bien cher une

réforme inutile et dangereuse pour la viticulture et peut-être ruineuse pour la distillerie des alcools industriels.

Ainsi la loi de 1900 en nous permettant de saisir le mécanisme de la consommation du vin par rapport à celle de l'alcool, en nous montrant leur antagonisme, nous a fourni une base sérieuse pour critiquer les projets qui voudraient encourager la distillation du vin. En nous montrant que la surtaxe de l'alcool avait été l'unique cause de l'accroissement de la consommation du vin, elle nous permet d'affirmer que la question du marché du vin est bien liée au régime de l'alcool, mais dans un sens opposé à celui où l'entendent les viticulteurs.

Après avoir ainsi déterminé la portée de la loi de 1900 et montré que son unique efficacité résidait dans des mesures de rigueur à l'égard de l'alcool, mesures qui avaient occasionné au Trésor des moins-values de l'impôt sur les alcools, il nous faut essayer d'apprécier les effets de la loi de 1903 sur le régime des sucres et vérifier dans quelle mesure elle a été néfaste et indifférente. Nous aurons ainsi, à propos de la législation de la période 1900-1907, achevé de vérifier le rapport du vin avec l'alcool et les sucres.

II. — Nous avons établi que la fabrication des vins de sucre n'avait pas été entravée par la loi ; qu'il était impossible, même sous le régime antérieur à la loi de 1903, de fabriquer clandestinement du vin

de sucre, mais que, bien loin d'en fabriquer clandestinement, les sucreurs n'avaient même pas atteint les limites légales, et qu'ils étaient restés, et de beaucoup, en-deça de la tolérance fiscale. Nous pourrions émettre l'hypothèse que pareil phénomène pourrait bien se produire, et que la loi de 1903 ne supprimait qu'une protection illusoire et inutile.

La loi de 1903 accorde 10 kilogrammes de sucre en première cuvée par 3 hectolitres de vendanges, et 40 kilogrammes en deuxième cuvée par 3 hectolitres de vendange et par personne. Mais la restriction est inefficace, car, dit-on, depuis l'abaissement du droit de consommation de 60 à 25 francs, la déclaration ne procure aucun avantage, puisqu'il n'y a plus de détaxe et qu'elle entraîne une surveillance et une limitation gênantes.

Donc, on doit se livrer à la fabrication clandestine et c'est elle qui absorbe l'excédent de consommation des sucres que l'on observe à partir de 1903 par rapport aux années précédentes.

Il est à remarquer, tout d'abord, que le sucrage ne pouvait guère être rémunérateur que pendant la campagne 1903-1904. Cette année-là, les vins ont dépassé le cours de 20 francs; mais pendant toutes les autres années, les cours ont oscillé autour de 8 francs. Or, le prix de revient du vin de sucre est environ de 10 à 12 francs; l'opération pour 1904-1905 et pour 1905-1906 aurait été ruineuse. On peut objecter que, même dans ce cas, la fraude sur les vins de sucre

aurait pu être encore productive à condition qu'elle s'effectuât dans les centres de consommation, car elle aurait permis tout au moins d'économiser les frais de transport. Or, qui peut faire du vin de sucre ? Le débitant ? il n'est pas outillé, il n'a ni marcs, ni étuveuses, ni cuves, ni récipients ; le négociant ? il est soumis au régime de l'entrepôt, et les commerçants pincés se sont servis de la complicité du récoltant chez qui ils opéraient leur fabrication ; donc, c'est à la propriété seulement que le vin de sucre peut être utilement produit. Mais les cours à la propriété n'étaient guère supérieur à 8 francs, sauf de 1903 à 1904. C'est donc uniquement cette année-là que la fraude a pu laisser quelques bénéfices.

Que s'est-il passé cette année-là ? On ne peut pas compter sur les statistiques de l'administration pour être fixé sur l'importance du sucrage, car seuls des naïfs ont pu faire une déclaration d'où ne pouvaient résulter que vexations et tracasseries ! et cependant on relève les chiffres suivants :

Nombre des déclarants		Quantités produites
—		—
Année 1902	120.432	1.296.215 hectolitres
Année 1903	153.013	3.703.813 —

Ainsi les quantités de vins de sucre officiellement déclarées ont plus que triplé et le nombre des déclarants a sensiblement augmenté. Il y a donc plus de naïfs ou plutôt plus d'honnêtes gens qu'on ne pense !

D'ailleurs — et c'est à noter — là encore on peut

voir que les sucreurs n'ont pas tiré tout le parti possible de la loi ; laissons de côté le vin de 2^e cuvée persécuté par la législation ; étant donné que la récolte de 1903 était de 35.402.000 hectolitres et que la loi autorisait le sucrage à raison de 5 kilogr. par hectolitre de vin on obtient 15 millions environ de vin de sucre de 1^{re} cuvée que le sucreur pouvait faire circuler comme vin naturel. Ainsi, là encore, les sucreurs sont restés bien en deça de la faculté légale. Et l'on ne voit pas pourquoi ils auraient fait clandestinement ce qu'ils auraient pu faire légalement et au grand jour.

Mais, entrons plus avant dans le débat. Depuis 1903 on a observé un accroissement de la consommation du sucre. Comparons la différence entre les consommations de 1900 à 1906 et voyons quelle est l'importance de l'accroissement à partir de 1903.

Voici les chiffres :

Années	Tonnes	Années	Tonnes
—	—	—	—
1900-1901	438.541	1903-1904	699.030
1901-1902	432.992	1904-1905	540.274
1902-1903	371.119		

La consommation du sucre en 1903-1904 l'emporte sur celle de 1902-1903 de 327.910 tonnes ; or, en supposant que cet accroissement ait été attribué à la fabrication clandestine, ce sucre, ainsi converti, donnerait 23.709.520 hectolitres de vin.

Soit. Mais il est incontestable que tout cet accrois-

sement n'a pas été converti en vin de sucre. En 1904-1905 la fabrication des vins de sucre, étant donné l'effondrement des cours, eût été une très mauvaise affaire, et cependant la consommation de sucre s'est accrue par rapport à 1902-1903 ; elle passe, en effet, de 317.000 à 540.000 tonnes, soit un gain de 169.000 tonnes. Ce chiffre représente donc le taux normal de l'accroissement de la consommation de bouche.

Retranchez ce chiffre de l'excédent de 327.000 tonnes, et vous aurez les quantités qui ont pu réellement alimenter la fabrication clandestine soit 135.000 tonnes, ce qui donne 11.376.000 hectolitres. Ainsi la fraude n'équivaudrait même pas à la faculté légale !

Allons plus loin :

Il est à remarquer que la fabrication des vins de sucre ne s'opère pas en toute saison ; après le mois de mars, les marcs sont le plus souvent détériorés ou altérés. D'autre part, dès le mois de mars 1904, les cours des vins baissaient.

Les vins de sucre n'ont pu être une industrie rémunératrice que pendant les six premiers mois de la campagne 1903-1904, de septembre à mars ; comparons mois par mois la consommation de sucre des années 1902, 1903, 1904, 1905.

ANNÉES	1902-1903	1903-1904	1904-1905
Septembre .	33.652	103.068	62.838
Octobre . . .	45.472	99.658	60.196
Novembre . .	47.008	61.602	49.000
Décembre . .	43.248	52.917	58.667

Janvier	22.687	43.292	41.063
Février	22.428	40.030	36.719
Mars	34.963	41.190	37.315
Avril	52.447	43.047	34.261
Mai.....	31.465	41.190	42.383
Juin.....	45.490	58.777	40.762
Juillet	13.807	47.384	40.552
Août.....	7.659	57.276	46.553

On peut constater que si des fléchissements se produisent pour la campagne 1902-1903 à partir de décembre (et en 1902-1903, la supériorité de la consommation pour le 1^{er} semestre ne peut être imputée au sucrage, car le nouveau régime ne fonctionnait pas encore) ; pour la campagne 1903-1904, on observe une recrudescence bien marquée de la consommation à partir de février. Or, déjà la fraude n'était pas rémunératrice ! On objectera que les mois de septembre et octobre marquent un accroissement notable de la consommation par rapport aux autres campagnes. Soit, mais il faut tenir compte que les stocks étaient épuisés et qu'il fallait les reconstituer. Cet épuisement est sensible si l'on jette les yeux sur les quantités livrées à la consommation en juin, juillet, août 1903. Ainsi la consommation du sucre a continué d'augmenter pendant le second semestre 1903-1904. Cette augmentation ne peut être imputée à la fraude. Tenons compte uniquement de l'accroissement de la consommation pendant les six premiers mois, et comparons le premier semestre des trois campagnes.

Années	1902-1903	214.493 tonnes
—	1903-1904	406.754 —
—	1904-1905	298.476 —

Soit un excès de 192.000 tonnes en 1903-1904 sur 1902-1903 et de 108.000 tonnes sur 1904-1905. Ce dernier chiffre, converti en vin à 8 degrés, donnerait 7.806.000 hectolitres duquel il faudrait défalquer l'accroissement de la fabrication officielle de vin de sucre en 1903 (3.703.000 hect.) par rapport à 1902 (1.294.318), soit 2.400.000 hectolitres ; il reste en fin de compte une fraude possible de 5.400.000 hectolitres ! C'est évidemment un chiffre ; mais combien insignifiant par rapport à la faculté légale, et combien médiocre pour une année déficitaire ! La récolte était de 35 millions à peine en 1903, elle s'élevait à 57.000.000 d'hectolitres en 1901, 39.000.000 d'hectolitres en 1902, 66.000.000 d'hectolitres en 1904 ! La fraude n'aurait même pas suffi à récupérer le déficit par rapport aux années 1902 et 1903 !

D'ailleurs, l'accroissement normal de la consommation sous l'influence de la détaxe est parfaitement plausible. La France passe d'une consommation par tête de 12 kilos avant 1903, à une consommation de 17 kilos en 1905. Or, dans le même laps de temps, en Allemagne, où l'intervention de la fraude est un facteur inadmissible, cette même consommation passe de 13 kilog. à 19 kilog. !

Ce n'est pas à dire qu'aucune fraude ne se soit produite. Mais si la fraude a fait sentir son influence,

c'est moins par son action réelle, par les quantités écoulées sur le marché, que par la démoralisation et la panique causées par la révélation de quelques grosses affaires scandaleuses.

Un dernier doute subsiste dans l'esprit du lecteur.

Pourquoi le sucreur n'atteint-il pas la faculté légale ?

Parce que, contrairement à l'opinion reçue, la plupart des sucreurs sont d'honnêtes gens qui sucrent uniquement pour améliorer leur vin de première cuvée ou pour obtenir une boisson familiale à meilleur prix.

En effet, en l'année 1902, année non suspecte, 120.000 déclarants ont produit 1.294.000 hectolitres de vin de sucre (première et deuxième cuvées). Cela fait une moyenne de 10 hectolitres par tête, et cette même année, sur ces chiffres, 84.000 déclarants ont produit 564.000 hectolitres de vin de sucre en deuxième cuvée, soit 670 litres par tête ! Ainsi les sucreurs ne sont pas en général des professionnels. On peut en déduire que la prohibition du sucrage en deuxième cuvée et même la limitation du sucrage en première cuvée avec surtaxe ne donnera aucun résultat.

Quelle que soit, en effet, la quantité de sucre astreinte à l'obligation d'un titre de mouvement, il sera toujours possible, par des achats fractionnés ou successifs, de se procurer la quantité de sucre nécessaire pour produire les quantités moyennes de vins

de première ou de deuxième cuvée que nous venons de relever. 100 kilos en effet suffisent à produire 7 hect. de vin à 8 degrés. Ainsi, même si la fabrication clandestine du vin de sucre était à redouter, les systèmes proposés n'arriveraient pas à l'enrayer. Mais on vient de voir que ce n'est pas le cas. Ainsi on appliquera un régime vexatoire et tracassier au commerce des sucres et sans grand profit pour la viticulture.

III. — Mais l'étude des lois du 29 décembre 1900 et du 28 janvier 1903 ne nous permet pas de formuler une appréciation fondée sur des faits au sujet du nouveau régime de surveillance que l'on veut appliquer au vin : déclaration de récolte, suite en volume et en degrés, exercice des débitants.

Cependant de simples raisons de bon sens permettent de penser qu'il ne saurait avoir de grands effets sur les fraudes que l'on veut combattre.

La déclaration obligatoire de la récolte permettrait, croit-on, d'empêcher le propriétaire de renouveler son stock par mouillage frauduleux. Soit, mais qui empêchera le fraudeur de majorer sa récolte dans sa déclaration ? L'affichage n'est pas une garantie : Sans doute dans chaque village on sait à peu près ce que chacun peut produire de vin et on aura tôt fait, semble-t-il, de dénoncer les majorations suspectes. On oublie que la quotité des récoltes change d'année en année, et que le rendement varie d'exploitation à

exploitation. Z..., par exemple, dont la récolte moyenne est de 800 hectolitres, pourra aussi bien déclarer 500 hectolitres que 1.200. Pour savoir, il faut aller voir. Mais alors c'est le système inquisitorial de l'exercice comme en 1804 ! inventaires effectués par les soins de la Régie et prise en charge, — et même en ce cas le mouillage à la cuve avant le récolement serait toujours possible. Quant aux débitants, comment les surveiller ? On a vu que le système de l'exercice ne pouvait permettre de surprendre le débitant en fraude que lorsqu'il a des excédents en cave. Pourrait-on rendre le système plus rigoureux en établissant des titres de mouvement qui indiqueraient non seulement le volume, mais le degré du vin ? Il serait facile de savoir ainsi si le débitant mouille ou non son vin. Mais rien n'empêcherait le mouillage au moment même de la livraison, le vin en cave restant tel quel.

Et d'ailleurs le système de la suite du vin au volume et au degré peut-il fonctionner ?

On oublie qu'avant d'être livré à la consommation, le vin est l'objet de coupages ; or, ces coupages s'effectuent même pour de très petites quantités, chaque consommateur ayant ses habitudes particulières ; dès lors, il faudra peser très exactement le vin de chaque expédition, totaliser les degrés et comparer avec le degré global des quantités prises en charge ? Comptabilité minutieuse et délicate d'autant plus que le pesage du vin est une opération assez

longue et qu'aucun appareil ne fournit des données absolument exactes. Si la suite en volume et en degré est possible pour les alcools, c'est parce que l'alcoomètre fournit rapidement des données précises; or ce n'est pas le cas lorsqu'il s'agit du vin.

Renonce-t-on à la suite au volume et au degré, et adopte-t-on le degré minimum, on aboutit à la tolérance légale du mouillage jusqu'à cette limite.

Ainsi la poursuite rigoureuse du mouillage aurait pour conséquence nécessaire l'exercice des propriétaires et des débitants sans aucun résultat appréciable.

Et d'ailleurs, pour terminer sur une remarque générale à propos des fraudes, le simple bon sens ne dit-il pas que la fraude, si fraude il y a, se développera plutôt dans une période de prospérité où elle est rémunératrice que pendant une période de crise où le bénéfice est moins évident.

C'est autrefois plutôt qu'aujourd'hui que la fraude pouvait laisser de gros bénéfices !

Mais autrefois on ne parlait pas de la fraude, parce qu'elle apparaissait comme un mal négligeable. Aujourd'hui, comme ces malades affaiblis auxquels le plus petit changement de température est préjudiciable, la viticulture souffre des moindres intempéries économiques ; la fraude n'apparaît comme une cause du mal, que parce que les forces de résistance de la viticulture sont affaiblies et diminuées.

Ainsi la crise ne dépend ni de la surproduction, ni

de la sous-consommation, ni de l'excès des fraudes, et même au cas où l'on devrait incriminer ces facteurs aucune des lois votées ou des projets proposés n'apportent de remède à ces prétendus maux.

Et cependant il semble que nous devrions faire exception en faveur de la loi de 1900 ! N'avons-nous pas noté qu'elle a provoqué un accroissement de la consommation au moment de la grosse récolte de 1900 ?

Mais les viticulteurs eux-mêmes reconnaissent qu'elle n'a pas réalisé leurs espérances.

M. Genieys, l'auteur d'un ouvrage sur la crise viticole, qui n'est pas suspect de scepticisme à l'égard de l'efficacité des lois, écrit dans son livre : « La loi organique du régime des boissons, cette loi du 29 décembre 1900, n'exerça aucune influence heureuse sur la situation économique du vignoble méditerranéen ¹ ». Faut-il faire appel pour expliquer ce phénomène à la théorie ingénieuse de l'utilité finale par laquelle les économistes modernes montrent très bien comment il n'est pas nécessaire d'invoquer un accroissement considérable de stocks pour expliquer l'effondrement des cours, mais bien une légère saturation de la consommation (une goutte d'eau suffit à faire déborder le vase) ?

On peut expliquer la crise de façon bien plus

P. Genieys. *La crise viticole*, Carcassonne 1905.

simple. Ce n'est pas sans quelque apparence de raison que dans son dernier rapport sur la crise viticole, au nom de la Société des viticulteurs de France, M. Gervais attribue à cette réforme de 1900 l'acuité et la persistance de la crise.

« La suppression des droit d'entrée et du droit de détail, dit-il ¹, celle des taxes d'octroi, en libérant le vin, a eu pour effet de rendre son commerce accessible à tout le monde.

» L'abaissement considérable des frais de transport a ajouté à cette facilité, de telle sorte que le commerce s'est vu transformé, débordé tout à coup par l'entrée en ligne d'une foule de concurrents, de commerçants improvisés, qui, affranchis des traditions, des pratiques, des charges de leurs devanciers, n'ont eu qu'un souci, faire des affaires et ont cherché dans le bon marché le moyen de réaliser cet objectif.

» Ce n'est pas tout : Le producteur, lui-même, méconnaissant son rôle, a voulu se substituer au commerce ; il a envahi certains centres de consommation pour y écouler à vil prix les vins qui l'embarassaient. Ces ventes directes de la propriété ou de

¹ Gervais : Rapport présenté au nom de la Commission chargée par le Conseil de direction de la Société des Viticulteurs de France de répondre au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole, Paris, Mouillot, 1907.

la pseudo-propriété au consommateur ont été désastreuses ; pratiquées sans règle ni mesure, elles ont dépassé de beaucoup le but qu'elles visaient et contribué essentiellement, par la surenchère inévitable du bon marché, à la baisse des prix. Comment le commerce n'en aurait-il pas souffert ? Comment pour y faire face n'aurait-il pas été contraint de baisser à son tour ses prix de vente ? Les récoltants ont ainsi contribué eux-mêmes, sans le vouloir, à cet avilissement des prix, à cette surenchère du bon marché qui est, nous le répétons, la caractéristique la plus fâcheuse de l'état actuel du marché des vins. L'obsession du bon marché, la concurrence effrénée qu'elle suscite, sont de leur côté un élément de désordre, de désarroi, et par voie de conséquence, un des facteurs de la crise. »

Sans aller jusqu'à imputer à la loi de 1900 la désorganisation commerciale qui s'est poursuivie pendant tout le cours de la crise, on peut, tout au moins, admettre que cette loi n'a pas su suppléer à l'institution d'un véritable marché. Ainsi les cours fluctuent au hasard sans qu'aucun régulateur les rende adéquats à la véritable situation économique.

Les législateurs n'ont pas vu que c'est dans ce sens qu'était la solution. Mais cette solution, il ne dépendait pas d'eux de la réaliser à coups de lois.

IV. — Un marché ne s'improvise pas en un jour ; et pourtant c'est ce qu'ont rêvé les organisateurs du

trust des vins du Midi ou les promoteurs de l'alliance entre la betterave et la vigne¹. L'idée du trust était juste, il s'agissait, tout comme dans un contrat social d'une nouvelle espèce, « de trouver une forme d'association viticole qui défende de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle chacun se donnant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ». Si l'on était arrivé à constituer une association de producteurs assez puissante pour s'assurer le monopole du marché des vins communs, il aurait été possible d'abord de combattre efficacement les fraudes par le dépôt d'une marque collective défendue par les lois de droit commun et de remédier avec efficacité aux effets désastreux d'une récolte déficitaire ou d'une grosse récolte survenant tout d'un coup sur un marché non organisé, soit en accumulant des réserves, soit en brûlant des excédents ; et l'opération aurait eu d'autant plus de chance d'être effectuée à coup sûr, qu'en qualité de seul vendeur et de seul acheteur, sans recourir pour obtenir les renseignements nécessaires aux procédés d'inquisition légale, le trust aurait eu les moyens d'adopter sûrement ou tout au moins avec le degré de certitude que comporte pareille matière la production à la consommation. Mais le

¹ Pour les détails techniques de ces organisations, voir notre livre, pages 111-122.

grand défaut du trust, si on laisse de côté la question de l'administration, du rôle des services financiers, de la répartition des dividendes, qui sont d'ordre intérieur et dont la retouche et la mise au point ne présentaient pas des difficultés insurmontables, c'est de commencer par la fin. Le trust, dans l'évolution économique, apparaît comme l'achèvement et non comme le commencement d'une organisation ; c'est le couronnement d'un fédéralisme de puissantes unités s'acheminant vers une concentration, et non l'agré-gation improvisée de myriades de producteurs isolés.

De même aussi, viticulteurs, sucriers, distillateurs, avaient conçu le projet de régler par une sorte de charte de l'agriculture française, sans faire intervenir les pouvoirs publics, les difficultés qui les divisent. L'idée maîtresse du projet c'était l'évacuation vers des sous-marchés des produits en surnombre, et à cet effet, on instituait tout un système de primes ingénieuses payées par les intéressés pour faciliter la dénaturation du sucre et de l'alcool d'industrie et la distillation du vin.

Mais si les industries du sucre et de la fabrication des alcools dits industriels sont assez développés pour entrer dans la formation d'un cartel, il n'en est pas de même de la viticulture, et il semble qu'il faille ajourner pour longtemps d'aussi ambitieuses espérances.

Au milieu du marasme général, quelques essais

plus modestes d'organisation locale se font jour. On connaît par les intéressantes publications de M. Augé-Laribé, l'Association de vigneron libes de Maraussan¹, mais elle doit peut-être son succès aux qualités exceptionnelles de ses administrateurs doués d'un esprit de ténacité et d'endurance peu communes dans le Midi, où l'on confond volontiers l'agitation et l'action.

On peut espérer que de pareilles associations feront peu à peu tache d'huile, mais on ne doit pas trop y compter.

Si la solution de la crise est une question de temps, c'est aussi une question d'argent; nous avons expliqué pourquoi, en indiquant le rôle du capital dans la viticulture. Mais il ne semble pas que la situation actuelle doive encourager le crédit, ni qu'on doive pousser les viticulteurs à y faire appel.

La crise court donc le risque de se prolonger.

Qu'advient-il ? Résisteront le mieux les exploitations les mieux outillées ou les mieux favorisées ; celles dont le rendement sera le plus élevé ou celles dont les frais de culture seront les moindres.

Mais il semble bien que de toute façon il faille s'attendre à une diminution du nombre des exploitations, sans qu'on doive entendre par là que ce sont les grandes plutôt que les petites qui survivront.

¹ Augé Laribé. Musée social : documents, mars 1907.

Tout ce que l'on peut faire, c'est d'éviter aux exploitations défectueuses la brutalité d'une éviction brusque et de leur permettre à l'aide de mesures de transition une liquidation nécessaire.

En bien des endroits, d'autres cultures que celle de la vigne pourraient être tentées avec succès, et là où l'irrigation est possible et où florissent les vignobles à culture intensive, les moins intéressés semble t-il à céder la place, la culture maraîchère pourrait être pratiquée avec profit. Et d'ailleurs, bien que les rivières du Midi aient un débit peu abondant, on pourrait en tirer un parti plus avantageux qu'on ne fait. On parle dans le Midi, et dans le Gard surtout, des fameux canaux du Rhône, mais on attend toujours de l'initiative de l'Etat l'entreprise des travaux. Il semble bien qu'une association syndicale des intéressés, subventionnée par les communes, les départements, et l'Etat aurait pu efficacement s'en charger avant la crise. A défaut de canaux d'irrigation qui permettraient des cultures maraîchères ou fourragères, les céréales, sur quelques points, pourraient donner des résultats. On objecte bien les maigres bénéfices que laisse la culture des céréales, mais on oublie que la majeure partie des agriculteurs français tirent pourtant tous leurs revenus de ce produit auquel on avait bien dû recourir avant la renaissance viticole. Peut-être, ainsi dégagée du poids mort qu'elle traîne après elle, la viticulture aura-t-elle plus de souplesse pour s'adapter aux conditions nouvelles.

Quoiqu'il en soit, la crise actuelle est plus qu'une simple cassure économique, elle marque la fin de toute une tradition paysanne.

C'en est fait de la vieille conception du bien de famille agrandi peu à peu par chaque ancêtre et transmis de père en fils, moins comme une sorte de richesse personnelle que comme un moyen de soutenir le rang social de la maison.

Conception aristocratique, dans laquelle chaque famille se classait dans une caste qui lui imposait certaines obligations et de certaines dépenses somptuaires.

On a accusé le paysan viticulteur de folle prodigalité. En réalité, il s'agissait moins de gaspiller pour soi-même que pour continuer à tenir son rang et ne pas déroger.

Aujourd'hui la crise a nivelé les conditions et les a rendues toutes précaires ; le grand propriétaire comme le petit tâcheron sont égaux devant la ruine. On peut restreindre ses dépenses sans se faire montrer du doigt et il n'y a aucune espèce de forfaiture à abandonner la terre ou à la vendre.

S'il est prématuré d'avancer que la viticulture s'industrialise, tout au moins on peut soutenir que le culte de la terre est sur le point de disparaître et que c'est avec la mentalité d'un industriel qui suppose uniquement les bénéfices ou les pertes, que le viticulteur considérera son sol, qu'il conduira de plus en plus comme une entreprise financière.

Peut-être cette évolution aura-t-elle son retentissement dans la psychologie rurale et contribuera-t-elle à donner au paysan l'esprit d'initiative privée ou collective qui lui fait actuellement défaut.

Et peut-être aussi tirera-t-il de la crise actuelle ce douloureux enseignement que l'on ne doit guère compter que sur soi-même.

CONCLUSION

Si l'on veut résumer l'esprit de toute cette législation viticole, il suffit de rappeler ce passage, extrait du rapport au Sénat sur la loi du 6 avril 1897 :

« A l'idée de liberté économique, écrivait M. de Verninac, s'est substituée l'idée de protection ; ce n'est pas un des phénomènes les moins curieux de l'époque présente que cette éclipse progressive de la liberté économique...

» Chaque branche de l'industrie agricole est venue tour à tour au nom du principe de solidarité qui doit unir tous les producteurs d'une même patrie, réclamer, non sans succès, sa part de protection contre la concurrence étrangère et même contre des pratiques commerciales considérées jusque-là comme licites, mais qui, en fait, portaient un réel préjudice à la vente des produits naturels ¹ ».

Soit. Mais n'est-ce pas aussi un des phénomènes

¹ Rapport de M. de Verninac, du Sénat, 8 décembre 1896, annexe n° 40 au *Journal Officiel* du 4 février 1897.

les plus curieux de l'heure présente que cette persistance à vouloir imposer de force à la réalité économique un idéal qu'elle n'a cessé d'éluder ou de rejeter ?

Peut-être, si ces réflexions ne dépassaient le cadre de ce travail, pourrait-on tenter de chercher la raison et de cette obstination et de ces déceptions.

Ne pourrait-on pas soutenir que le droit α moins pour fonction de régenter les faits et de leur imposer par contrainte une direction rigide, que de noter leur orientation à l'aide de concepts ou de formules ?

Certaines institutions, celles dont l'étude sourit le plus au juriste, la famille par exemple, évoluent lentement d'une façon insensible et continue. Le juriste qui cherche à fixer cette réalité mouvante, esquisse consciemment ou non, le geste instinctif du photographe immobilisant son sujet, et il pense y avoir réussi, parce que sa formule, pour correspondre au devenir, n'a besoin que de légères et insignifiantes retouches de détail.

Mais pour d'autres institutions, celles qui relèvent surtout du domaine économique, l'évolution s'effectue par bonds capricieux et désordonnés. Le juriste multiplie en vain ses formules qui se contredisent ou s'annihilent ; il se trouve en face d'un inconnaissable qui le dépasse. C'est pourquoi dans le domaine économique, les lois s'accumulent et se succèdent, sans parvenir à donner une représentation de la démarche qu'elles sont chargées de rapporter,

Et cependant on ne se lasse pas de légiférer, c'est-à-dire de promulguer un idéal dont on espère que la beauté séduira les âmes et sollicitera dans les consciences les forces qui doivent le réaliser. Et c'est ainsi que le législateur apparaît comme le joueur de flûte dont la mélodie rythme l'effort des rameurs et stimule les énergies quand il joue juste... Pas plus que ce n'est l'activité du législateur ce n'est davantage un hasard aveugle ni un inflexible déterminisme qui régissent notre monde économique ; ce sont des forces animées, des activités individuelles ou collectives, spontanées ou réfléchies, souples et mobiles qui travaillent obscurément ou intelligemment à son élaboration dans une contention sans fin.

Libéralisme caduc, dira-t-on. Oui, si l'on entend par là un conservatisme béat qui se repaît du spectacle de prétendues lois naturelles ; non, si l'on désigne sous le nom de libéralisme une doctrine qui n'attend de progrès que de l'adaptation des activités à un milieu qu'elles modifient sans cesse pour réaliser librement, par un effort continu qui seul donne son prix et sa valeur à chaque conquête, un lambeau de cet idéal social dont on se rapproche chaque jour sans pouvoir espérer de l'atteindre jamais ; doctrine d'action incessante et de vie intense plus saine que le quiétisme où se complait la neurasthénie des forces productives, absorbées dans la contemplation mystique d'un législateur déifié ; en tout cas, doctrine plus virile — même si la lutte vers le mieux être

prend quelquefois la forme d'une ruée fougueuse — que le repos sans dignité et l'aumône avilissante du juste prix que l'on propose comme idéal économique à nos démocraties modernes.

Vu le Président de la thèse :

J. CHARMONT.

Montpellier, le 8 juin 1907.

Vu le Doyen de la Faculté de Droit :

Montpellier, le 10 juin 1907.

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 10 juin 1907.

Le Recteur,

A. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

Bulletin des lois.

Journal officiel : débats parlementaires, documents parlementaires (on trouvera les renseignements bibliographiques pour chaque loi visée, soit dans le Sirey, soit dans le Dalloz, IV^e partie).

Parmi les rapports parlementaires, plus spécialement :

Rapport CLÉMENTEL, n° 3.024 (1902), présenté au nom de la commission de la crise viticole sur les questions se rapportant à l'alcool (Chambre des députés).

Rapport Honoré LEYGUES, n° 3.031 (1902) (Chambre des députés).

Rapport LAURAINÉ, n° 3.046 (1902) (Chambre des députés).

LAURAINÉ. — Projet de loi réprimant la fraude, n° 23.927 (1903) (Chambre des députés).

Rapport LAURAINÉ sur le régime des spiritueux, n° 4.729 (1903) (Chambre des députés).

Rapport de M. CAZEAUX-CAZALET, au nom de la commission d'enquête sur les causes de la crise viticole nommée le 25 janvier 1907 par la Chambre.

Rapport de M. CAZENEUVE, rapporteur de la dernière loi tendant à réprimer le mouillage des vins et les abus du sucrage (Voyez Officiel du 8 au 22 juin 1907. Débats parlementaires, Chambre des députés) ¹.

¹ Au moment où nous mettons sous presse le projet de loi n'est pas encore au Sénat.

- P. TAQUET. — Commission extra parlementaire des alcools, vins et spiritueux de 1902. Rapport général. Paris, imprimerie Nationale, 1906.
- GERVAIS. — Rapport présenté au nom de la commission dirigée par le conseil de direction de la Société des viticulteurs de France chargée de répondre au questionnaire de la commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole. Paris, Mouillot (sic), 1907.
- La betterave et la vigne. Projet d'entente publié par le Comité permanent d'alliance de la viticulture et du commerce en gros des vins et spiritueux. (Paris, Société anonyme des publications périodiques, 13, quai Voltaire, 1907.
- SIREY (J.-B.). — Recueil général des lois et arrêts.
- DALLOZ. — Jurisprudence générale, recueil périodique.
- Code des lois politiques et administratives. Répertoire méthodique.
- BÉQUET. — Répertoire de droit administratif.
- TRESCAZES. — Dictionnaire des contributions indirectes.
- Bulletin des contributions indirectes.
- Bulletin de statistique et de législation comparée.
- Bulletin du ministère de l'agriculture, 1883-1902.
- Bulletin de l'office des renseignements agricoles depuis 1902.
- Journal d'agriculture pratique, Paris (hebd.).
- Revue de viticulture, Paris (hebd.).
- Progrès agricole et viticole, Montpellier (hebd.).
- Action viticole, Béziers (hebd.).
- Annales de la Société des viticulteurs de France, Paris.
- Bulletin du syndicat national de défense de la viticulture française, Paris (depuis 1906).
- Moniteur vinicole, Paris (hebd.).
- Revue vinicole, Paris (hebd.).
- Annales et mémoires du Musée social.
- Bulletin de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault (depuis 1807).

Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Gard
(depuis 1800).

Voyez, en outre, journaux locaux quotidiens : Petit Méridional, Dépêche, Eclair.

* *

GUYOT (D.). — Etude des vignobles de France, 3 vol., Paris 1869.

CONVERT. — La viticulture et la vinification de 1800 à 1870 ; la viticulture après 1870 ; la crise phylloxérique. Revue de viticulture de septembre 1899 à novembre 1900.

SEMPÉ (A.). — Le régime économique du vin, thèse Bordeaux 1898.

BERGET (A.). — La viticulture nouvelle : La pratique des vins, les vins de France, la pratique des vins (3 vol. Petite bibliothèque utile, Alcan 1899-1900).

VILLAIN (C.). — Enquêtes économiques. La crise vinicole ; Le Temps, 23 septembre, 1, 18, 28 octobre, 8, 13, 19, 26 novembre, 9, 16 décembre 1900.

COSTE-FLORET. — La distillation des vins ; son influence sur la prospérité du vignoble, Montpellier 1901.

GIDE (Ch.). — La crise du vin en France et les associations de vinification, Revue d'économie politique, nov. 1901.

A. BERGET. — La coopération dans la viticulture européenne, Lille, Devoz 1901.

POURIAU. — La crise de la viticulture française, thèse, Paris 1901.

GERVAIS (P.). — Une solution à la crise viticole (Revue de viticulture, janvier, février 1902).

AUDEBERT (L.). — La mévente des vins : in Bulletin de la Société centrale d'agriculture du Gard, 1903.

SERGUEEF (Christoffe). — Etude sur la crise viticole présentée à la Société nationale d'agriculture, 1902.

AUGÉ LARIBÉ. — Les ouvriers de la viticulture languedocienne et leurs syndicats, 1903. Les résultats des

- grèves agricoles dans le Midi de la France, 1904 (*in* Musée social : enquêtes).
- MARTIN (G.). — Essai sur la vente des vins (Revue bourguignonne de l'enseignement supérieur, 1904).
- BOUSQUET. — Le régime économique du vin; le marché des vins, thèse Paris, 1903.
- BERGET (A.). — Le privilège des bouilleurs de cru (Pages libres, 3 juin 1903).
- ANTONELLI. — La protection de la viticulture par l'Etat, thèse Paris, 1903.
- GENIEYS. — La crise viticole méridionale, Toulouse, Edmond Privat, 1903.
- MARTINET. — Les ports francs et l'exportation des vins, préface de M. Daudin, Paris, Larose, 1903.
- GIDE. — Bouilleurs de cru et viticulteurs (Revue politique et parlementaire, 16 août 1906).
- PIÉTRI. — Le nord et le sud de l'Italie et la question des vins, thèse Paris, 1906.
- ZOLLA. — Revue des questions agricoles (Revue politique et parlementaire, décembre 1906).
- AUGÉ LARIBÉ. — Le problème agraire du socialisme ; la viticulture industrielle du Midi de la France, in-8, Paris, Giard et Brière, 1906.
- AUGÉ LARIBÉ. — Les coopératives paysannes et socialistes de Maraussan (Musée social : documents, mars 1907).
- ATGER. — La crise viticole et la viticulture méridionale (1900-1907) in-18 Giard et Brière, Paris, juin 1907.
- AUGÉ LARIBÉ. — La crise viticole (Pages libres, 8 juin 1907).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Caractères spéciaux de la production viticole	3
La viticulture et le législateur	7
Inefficacité de la législation viticole	9
 PREMIÈRE PARTIE. — La protection légale de la viticulture avant la crise actuelle.	 13
1 ^{re} <i>Phases de cette protection.</i>	13
a) Encouragement direct à la reconstitution de la viticulture	13
b) Monopole du marché des vins au profit des vins naturels nationaux	13
c) Subordination du marché du sucre et de l'alcool au marché des vins.	13
2 ^o <i>Système de protection.</i>	14
 CHAPITRE I. — La protection légale avant 1900. . .	 16
1 ^o <i>But.</i>	16
Encouragement à la reconstitution de la viti- culture pendant la période phylloxérique.	16
Monopole du marché des vins au profit des vins naturels nationaux après cette période.	16

2° <i>Éléments</i>	17
a) <i>Procédé pénal</i> . — Modification qu'il subit. Inutilité des lois du 27 mars-1 ^{er} avril 1851, 5-9 mai 1855	17
b) <i>Procédé fiscal</i> . — Détaxes et surtaxes. Pri- mes et dégrèvements.	25
CHAPITRE II. — Effets de la protection légale . . .	39
1° <i>Inefficacité de cette protection</i>	39
a) La législation et les dégrèvements	42
b) La législation et la production des vins factices	44
c) La législation et le commerce extérieur. .	48
2° <i>Événements qui préparent la crise actuelle</i> . . .	53
a) Renchérissement du coût de production. .	55
b) Désorganisation croissante du marché . .	55
DEUXIÈME PARTIE. — La protection légale de la viticulture et la crise actuelle	59
CHAPITRE I. — La protection légale depuis 1900. .	64
1° <i>Le régime des boissons avant 1900</i>	64
Ses résultats en 1898	68
Réformes réalisées: loi du 29-31 décembre 1897	70
— — — loi du 29 décembre 1900.	70
Le privilège des bouilleurs de cru et la loi de 1900	75
La loi du 31 mars 1903 et les petits bouilleurs.	79
2° <i>Modifications au régime des alcools de vin</i>	83
a) Rétablissement du privilège.	84
b) Différenciation des titres de mouvement	

des alcools de vin et des alcools d'industrie	84
3° <i>Le mouillage et le sucrage</i>	93
Loi du 18 juillet 1904	93
Loi du 6 août 1903.	94
Loi du 1 ^{er} août 1905.	100
Projet du gouvernement du 24 mai 1907. . .	109
 CHAPITRE II. — Des effets de la protection légale de 1900 à 1907.	
1° <i>Efficacité des dispositions relatives aux vins et aux alcools. La loi de 1900</i>	116
a) Le privilège des bouilleurs et ses résultats.	120
b) Primes à la distillation et taxe différen- tielle	121
2° <i>Effets du régime des sucres à l'égard de la fabrication des vins factices et de la fraude.</i> Loi de 1903.	128
3° <i>Raisons qui démontrent l'impuissance de cer- taines mesures projetées (déclaration de récolte, suite en volume et en degrés, exercice des débi- tants</i>	136
4° <i>Tentatives d'organisation du marché des vins</i> . .	141
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	153
